

les diplômés

Numéro 335

sept.-oct. 1981

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal



L'espace
sociologique



Canada
Post

Postage paid

Postes
Canada

Port payé

Bulk
third
class

En nombre
troisième
classe

F 124

Retour garanti

Montréal

Un lancement: les carrières du XXI^e siècle !



Pratt & Whitney Aircraft du Canada Ltée est reconnue dans le monde entier pour son rôle de premier plan dans l'industrie aéronautique.

Cette renommée, nous y tenons.

C'est pourquoi nous recherchons la collaboration d'experts dynamiques et créateurs, principalement dans les secteurs de l'ingénierie, de l'informatique et des métiers spécialisés.

Votre travail portera sur les plus récentes découvertes scientifiques et vous serez de ceux qui conçoivent aujourd'hui la technologie du XXI^e siècle.

Si, comme nous, l'avenir vous passionne, ne manquez pas le lancement.

Appelez dès maintenant ou envoyez votre curriculum vitae à:

Raynald Côté
Pratt & Whitney Aircraft
du Canada Ltée
1000, boul. Marie-Victorin
Longueuil (Québec)
J4K 4X9
(514) 677-9411 poste 7808



**UNITED
TECHNOLOGIES
PRATT & WHITNEY
AIRCRAFT DU
CANADA LTÉE**

Tous les postes offerts sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

message aux diplômés

les diplômés

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal
Numéro 335, sept.-oct. 1981

Conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal

André A. Lafrance, président
Jean-Louis Massé, 1^{er} vice-président
Guy Angrignon, 2^e vice-président
Yves Desjardins-Siciliano, secrétaire
Andrée Ouellet, trésorière
Jacques Cartier, administrateur
Jocelyne Delage, administrateur
Mildred Eisenberg, administrateur
Jacques Goyer, administrateur
Claude Lamarche, administrateur
Marie-Hélène Sarrazin, administrateur
Robert Savoie, administrateur
Pierre Robert, président sortant
Roger Larose, représentant de l'Université

Directeur général des Diplômés de l'Université de Montréal

Gérard Lépine

Administrateur délégué à la revue

Claude Lamarche

Rédaction

Luc Hétu

Participation au groupe de travail de la revue «les Diplômés»

Dominique de Pasquale, Direction des communications
Normand Hince, Centre audiovisuel
Yves-Paul Fortin

Graphisme

Daniel Bergeron
Direction des communications de l'Université de Montréal

Impression

Imprimerie Gagné Ltée

Les auteurs des articles publiés dans «les Diplômés» conservent l'entière responsabilité de leurs opinions. Les reproductions sont autorisées moyennant mention de «les Diplômés» et de ses auteurs.

ISSN 0228-9636

Dépôt légal no D 6880028
Bibliothèque nationale du Québec
Publié 5 fois l'an
Tirage: 65000 exemplaires

Siège social:

2910, boul. Édouard Montpetit, bureau 3,
Montréal, Québec H3T 1J7
(514) 343-62-30

Abonnement annuel: 6\$
à l'étranger: 8\$

Avis aux parents

Si votre fille ou votre fils diplômé(e) de l'Université de Montréal ne réside plus à votre domicile, nous vous serions reconnaissants de nous faire connaître sa nouvelle adresse, afin que nous puissions lui faire parvenir le courrier qui lui est destiné.

Chaque numéro de septembre de la Revue apporte l'annonce du programme d'activités proposé par le Conseil d'administration et le Bureau de direction élu durant le mois de juin précédent. Cette année ce programme s'inscrit dans la continuité. En effet, les membres du Bureau de direction faisaient tous partie de l'ancien conseil d'administration et les anciens présidents, messieurs Pierre Robert et Robert Savoie, ont accepté de participer aux travaux du Conseil durant l'année qui vient. Nous maintiendrons les priorités développées au cours des dernières années: retour des diplômés sur le campus universitaire et appui inconditionnel à la Campagne des années 80 visant à maintenir le rythme de croissance indispensable à l'institution qui nous a formés.

Les coupures budgétaires pratiquées actuellement dans le domaine de l'éducation touchent directement l'Université de Montréal. Elles vont entraîner, à plus ou moins long terme, des remises en question de l'organisation et de la vocation de l'institution. Dans toute autre université nord-américaine, les diplômés formeraient la quatrième roue d'un véhicule socio-culturel reposant déjà sur les enseignants, les étudiants et le personnel auxiliaire. C'est une présence qu'il nous faut rapidement assumer si nous voulons aider «notre université» à traverser sans encombre le terrain piégé où la



stratégie gouvernementale semble vouloir l'entraîner. En effet les débats qui entourent son financement, le poids de ses diplômés et le soutien de ses recherches ne sont que les premières altercations d'un prochain «branle-bas» général.

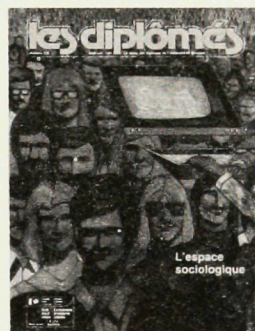
L'enjeu en sera la renommée et le rayonnement d'une institution qui témoigne quotidiennement de la valeur de la formation professionnelle détenue par chacun d'entre nous.

Après vous avoir convaincus de contribuer financièrement au développement de l'Université de Montréal, votre association continuera à vous ramener sur le campus pour participer aux différents services de sport et d'éducation permanente et maintenir un contact physique avec ces lieux où se prépare toujours une partie importante de notre avenir collectif.

Le président,

André A. Lafrance

André A. Lafrance



En page couverture

Science, technique ou culture, la sociologie scrute et reflète les dimensions multiples de la société. Avec un an de retard, le Département de sociologie de l'Université de Montréal, créé en 1955, n'en fête pas moins cette année son vingt-cinquième anniversaire. Nous soulignons l'événement en consacrant à la sociologie plusieurs pages de ce numéro.

L'illustration de la page couverture est l'oeuvre de l'artiste Jean-Hugues Couture, mieux connu sous le nom de Hugo.

Sommaire

6

Vie universitaire

11

Les cordons de la Bourse

15

Le dossier: 25 ans de sociologie québécoise

23

SUCO: 20 ans

27

Le carnet

30

Nouveaux règlements des Diplômés

les archives

En juin dernier, les Diplômés de l'Université de Montréal publiaient le No. 279 de la revue «les Diplômés». Cette livraison-ci porte le No. 335. Que s'est-il passé?

C'est tout simplement qu'à la faveur de l'été et de l'approche de notre cinquantième anniversaire, une importante recherche d'archives a été faite. Une série d'articles historiques sur l'AG-DUM, devenue les DUM, sera commencée dès la parution de novembre-décembre 1981, pour se terminer en décembre 1984, cinquante ans précisément après le Vol. I, No. 1 de l'Action Universitaire, qui sous la direction de Jean Bruchési, commençait une carrière de... 334 parutions au total.

En effet, l'Action Universitaire devait, à travers 27 volumes et 180 numéros, couvrir toute la période de formation de l'Université telle que nous la connaissons, son dernier numéro ayant la photographie, en frontispice, de l'honorable Paul Gérin-Lajoie, alors Ministre de la Jeunesse, l'instigateur de la réforme de l'éducation.

Un Bulletin des Anciens, moins coûteux à publier que l'Action Universitaire, avait paru durant deux ans et neuf parutions, ainsi que l'Inter dont le premier numéro, d'avril 1947, a été suivi d'un second en 1961, pour ensuite couvrir 13 volumes et 94 parutions.

Son successeur moderne, l'interdit, a continué la tradition sur huit années et 46 numéros, dont

l'un, celui d'avril 1974, manque complètement aux Archives. Une demande d'aide paraît d'ailleurs dans ces pages pour retracer quelques numéros rares des revues de l'association. **Tout** envoi de documents d'archives et surtout de vieux numéros de ces revues, serait apprécié et dûment reconnu, car les Archives de l'Université sont, elles

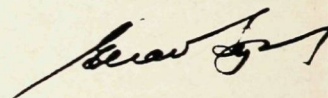
aussi, pauvres en documents sur **votre** association.

En résumé, que l'on fasse le total en n'oubliant pas 1980-1981 et ses cinq numéros de «les Diplômés». L'on arrive bien à 51 volumes et 334 parutions.

Donc, nous vous présentons aujourd'hui le Vol. LII, No. 1 ou plus précisément le No. 335 de la

revue des Diplômés de l'Université de Montréal.

Le directeur général,



Gérard Lépine



Dans le cadre prochain de son cinquantième anniversaire, les Diplômés de l'Université de Montréal voudraient compléter et relier leurs collections d'archives.

Auriez-vous?

L'Action Universitaire
Vol. XII, Nos. 2,3,6 et 9.
Oct. et nov. 1945
Fév. et mai 1946

L'Inter
Vol. II, Nos. 1 et 2
Fév. et mars 1961
Vol. XII, No. 1
Sept. 1970

L'Interdit
Vol. XV, No. 5
Avril 1974

S.V.P. expédier au directeur général,
Gérard Lépine
2910 boul. Édouard-Montpetit
bureau 3, Montréal
H3T 1J7

**POUR UN
PARTY L'FUN
OU UNE RÉCEPTION
SOLENNELLE, APPELEZ
BERNARD...**
UN SUCCÈS FOU, FOU, FOU!

PAESANO
5192 CÔTE DES NEIGES
731-8221

8 SALLES À VOTRE DISPOSITION



la recherche

Hystérectomies et ligatures

Un projet de recherche s'échelonnant sur quatre ans et demi sur les répercussions de la ligature des trompes particulièrement en fonction des hystérectomies qui s'ensuivent, vient de démarrer à l'Université de Montréal. Ce projet de 800 000\$, subventionné par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, va suivre deux cohortes de mille femmes afin d'établir s'il y a des liens ou non entre la ligature des trompes et l'hystérectomie. Une première tranche de 195 000\$ a déjà été octroyée à l'équipe de recherche dirigée par Fabienne Fortin (sciences infirmières), André-Pierre Contandriopoulos (administration de la santé) et Jean Lambert (médecine sociale et préventive). Il s'agit véritablement d'une équipe interdisciplinaire qui mise beaucoup sur les compétences complémentaires de chacun des chercheurs.

Échanges, chômage et inflation

Depuis le début des années 1970, la majorité des pays industrialisés ont décidé de ne plus fixer leurs taux de change international (valeur de l'unité monétaire) en fonction du dollar US. Des fluctuations économiques internes imprévues dans les «termes de l'échange» (rapport des valeurs entre l'importation et l'exportation) se sont manifestées, ayant souvent pour résultat d'accroître le chômage et l'inflation. M. Léonard Dudley, du Centre de recherche sur le développement économique, a entrepris des recherches dans le but de mesurer les implications de cette instabilité pour chaque pays, en particulier pour le Canada. Dans le cadre de ses travaux, il lui faut notamment évaluer dans quelle mesure le système international de fixation des taux de change (système Bretton-Woods, en vigueur depuis la fin de la deuxième guerre mondiale) joue un rôle stabilisateur dans les économies nationales, question sur laquelle les écono-

mistes des différents pays ne s'entendent pas. M. Dudley tente présentement d'établir les lois propres à chaque système, en comparant le niveau d'interdépendance de ces pays de 1949 à 1973, et de 1973 à 1977.

Le pollen historique

La science peut maintenant reconstituer une grande partie de la végétation du passé en identifiant les grains de pollen retenus dans les sédiments des tourbières et des lacs qui ont déjà existé. Une des multiples applications de la *palynologie* permet de comparer la flore d'une région à différentes époques et de déterminer si cette région se réchauffe ou si elle va vers une nouvelle glaciation. Le professeur Pierre Richard, directeur du laboratoire de paléo-biogéographie et de palynologie de l'Université de Montréal estime que le Québec a franchi son plus haut point de chaleur il y a quelque cinq mille ans et qu'un refroidissement notoire de même qu'une progression des glaciers sont chose certaine, dans deux ou trois milliers d'années. Les recherches effectuées au laboratoire de palynologie trouvent des applications en écologie, géographie, botanique, archéologie, génétique, en agriculture et nombre d'autres disciplines scientifiques. Notons que M. Richard doit publier bientôt le premier livre traitant de l'histoire des paysages végétaux au Québec.

Les éléments des étoiles

M. Georges Michaud, professeur au Département de physique de l'U. de M., poursuit des recherches sur les différences d'abondances d'éléments sur certaines étoiles. Rappelons qu'il a suggéré, il y a douze ans, une théorie qui se confirme: il s'agit de l'absence de turbulences à la surface de ces étoiles, plutôt que de réactions nucléaires, qui permet ainsi à certains éléments, tel le mercure, de s'accumuler, créant des différences d'abondances. Toutes proportions gardées, c'est un phénomène comparable au fait que l'absence de

vent sur une grande ville se traduit par un niveau de pollution accru. Spécialisé en astrophysique, le professeur Michaud a reçu l'an dernier le prix Steacie pour ses études sur les disparités d'abondance en milieu stellaire. D'une valeur de 5 000\$, le prix Steacie est décerné annuellement à un scientifique prometteur de moins de quarante ans.



Des vivants et des morts...

Une quinzaine de spécialistes de diverses disciplines se sont engagés, à la Faculté de théologie, dans une recherche commune sur... la mort. Ce séminaire de recherche sur la mort, qui a commencé ses activités en février 1979, a permis notamment l'organisation de quatre colloques et la préparation d'un Cahier regroupant les interventions des spécialistes. Parmi les thèmes abordés, notons l'histoire de la mort en Occident et les origines de la notion d'immortalité. Le séminaire tente maintenant d'en arriver à une interprétation collective, multidisciplinaire, de la mort. Un bon sujet pour l'automne...

Le Bovin

VOUS INVITE
AU FESTIVAL
DE LA
GRENOUILLE



Du 15 septembre
au 15 octobre



Guitariste-chanteur

Jeudi, vendredi samedi
et dimanche

COCKTAIL LOUNGE

— BAR —

Steaks sur Charbon
FRUITS DE MER

Réservation: 322-2422

10520 PIE IX
MTL-NORD

vie universitaire

La rentrée d'automne

Bien que les chiffres définitifs n'aient pas encore été établis au moment d'aller sous presse, les plus récents relevés indiquaient que le nombre de nouveaux étudiants à l'Université de Montréal et à ses écoles affiliées atteindrait le total de 10 000. Alors qu'une légère diminution des nouveaux étudiants est prévue au premier cycle, on s'attend à une augmentation aux cycles supérieurs (2^e cycle et doctorat), portant ce nombre d'étudiants à plus de 1 800. En tout, plus de 45 000 personnes (incluant l'École des Hautes Études Commerciales et l'École Polytechnique) formeront cette année ce qu'il est convenu d'appeler «la communauté universitaire», soit au-delà de 38 000 étudiants, environ 2 500 professeurs et 4 000 employés.

Toutefois, l'écart entre le nombre d'étudiants et d'étudiantes continue de s'élargir. L'automne dernier, il y avait 780 étudiantes de plus qu'au trimestre d'automne précédent, pour un total de 16 933 étudiantes sur les 28 741 étudiants de l'U. de M. (à l'exclusion de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'École Polytechnique). Il y avait par ailleurs 11 808 étudiants. Plus de 80% des étudiants de l'Université de Montréal proviennent de la région métropolitaine. L'an dernier, parmi les autres étudiants canadiens, seulement 440 venaient de l'extérieur du Québec, principalement de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Quant aux étudiants étrangers munis de «permis de séjour pour étudiants», ils proviennent surtout d'Afrique, de France et du Vietnam. Il y en avait 448 l'an dernier, une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Soulignons que si la plupart des nouveaux étudiants arrivent à l'Université à l'âge de 18 ans, la moyenne se situe plutôt entre 20 et 21 ans.



Soirées utiles et agréables

La Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal reprend cet automne son programme «Les belles soirées et matinées». Il s'agit d'activités éducatives d'un type nouveau, n'exigeant ni prérequis, ni engagement dans un processus de scolarisation. Ce sont des activités qui se veulent essentiellement une fenêtre sur les milieux de vie complexes et changeants de la société actuelle. La plupart de ces activités se limitent à trois rencontres, certaines allant jusqu'à six rencontres ou plus de façon à fournir une information plus approfondie. Histoire de l'art, ciné-

ma, littérature, politique internationale, les champignons, les fromages et le nucléaire, la médecine, New-York, la mort, les penseurs, les syndicats, les techniques de rédaction, la psychologie, bref on retrouve à peu près de tout, selon un format qui devrait convenir à tous. Et c'est aussi une occasion pour les diplômés de reprendre contact directement avec l'Université, avec certains professeurs.

Pour renseignements supplémentaires ou pour avoir le programme, on peut téléphoner au 343-60-90.



Un nouveau doyen à la Faculté de médecine

Le professeur Yvon Gauthier, 54 ans, vient d'être nommé doyen de la Faculté de médecine. Il succède au professeur Pierre Bois qui accède à la présidence du Conseil de recherches médicales du Canada.

La nomination du professeur Gauthier a été faite par le Conseil de l'Université, à sa réunion du 29 juin 1981. Il entrera en fonction le 1^{er} septembre 1981 et son mandat se terminera le 31 mai 1985.

Le professeur Gauthier est président du Comité de santé mentale du Québec depuis 1978. Il a auparavant été président du Comité du programme de la Faculté de médecine (1979-1980), directeur du Département de psychiatrie de l'Université de Montréal (1972-1980), membre du Conseil d'administration de l'Institut Pinel de Montréal (1976-1978), président de la section psychiatrie infantile de l'Association des psychiatres du Canada (1972-1974) et assistant directeur du Département de psychiatrie de l'hôpital Sainte-Justine (1969-1978).

Professeur titulaire au Département de psychiatrie depuis 1973, le nouveau doyen a obtenu son doctorat en médecine de l'Université Laval, en 1955, puis a poursuivi des études psychiatriques et psychanalytiques, entre autres dans le domaine de la psychiatrie infantile. Le professeur Gauthier est également l'auteur de nombreuses publications.

Un ancien de l'Université nommé Délégué général du Québec en Italie

Son nom de baptême est Giovanni. Alors qu'il était enfant, on l'appelait John, il a donc décidé un bon jour qu'on l'appellerait Jean. Jean Martucci est né à Montréal, le 16 mars 1939, d'un père italien et d'une mère d'origine italienne. Il est francophone mais ses racines sont italiennes — et bien vivantes.

Quand il était sous-ministre, il habitait, à Québec, à l'angle de Grande-Allée et Bourlamaque, la rue la plus québécoise croisant la rue la plus italienne de la ville. Bourlamacchi était le général en second de Montcalm. Le hasard nous fait parfois de curieux clins d'oeil. Ainsi, le fait qu'il ait été nommé, le 27 mai dernier, Délégué général du Québec en Italie lui semble une étonnante et merveilleuse synthèse de son destin.

Jean Martucci apparaît certainement, aux yeux des italo-québécois, comme un symbole à la fois de réussite et de fidélité aux origines. Quelques-uns d'entre eux, professionnels et hommes d'affaires, le lui ont dit avec éclat, au cours d'une fête organisée le 13 août dernier en son honneur. Celui qui fut, jusqu'à tout récemment, secrétaire général au développement culturel au sein du ministère du Conseil exécutif les en a remerciés dans un excellent italien.

À l'Université de Montréal, il est particulièrement bien connu puisqu'il présida, de 1976 à 1979, l'Assemblée universitaire. Professeur agrégé depuis 1973, il enseigna, à la Faculté de théologie, l'histoire d'Israël et l'exégèse biblique. Il fut aussi président du comité

formé en vue de la nomination du recteur en 1975 et membre puis président du Comité des différends de l'Université de Montréal.

Il avait d'ailleurs, de 1952 à 1956, entrepris dans cette même université des études théologiques qu'il poursuivit ensuite à Rome et à Jérusalem.

Il a publié de nombreux articles scientifiques et plusieurs ouvrages de vulgarisation dans le domaine des sciences bibliques. Il a aussi animé de nombreuses émissions de radio et de télévision. Plus de deux cents articles qu'il a fait paraître dans le journal «Le Devoir» viennent d'être regroupés par les éditions Fides sous le titre **L'Ancien et le Nouveau**.

Dominique de Pasquale

REMERCIEMENTS

L'association des Diplômés de l'Université de Montréal remercie les commanditaires participants pour le tournoi de golf du lundi 25 mai 1981:

Dominion Textile Inc.
Bovet Inc.
Rolland Inc.
Les Expos de Montréal
La Banque Nationale du Canada
Messier, Bourgeois & Cie, C.A.
Brasserie Labatt Ltée
BP Canada
Le club de football Les Alouettes de Montréal Inc.
TV Hebdo
Alliance
Distillerie Dumont
Ciments Canada Lafarge Ltée
Interlitho Inc.

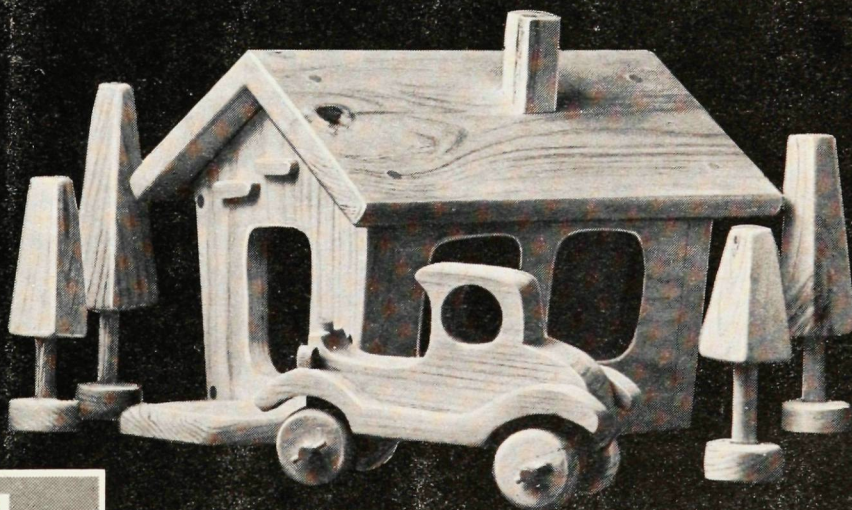
L'association remercie également les commanditaires participants pour la soirée annuelle du samedi 23 mai 1981:

Imprimerie Gagné Ltée
Imasco Ltée
Herdt & Charton (1971) Inc.
Maheu, Noisieux, Roy & ass.
La Banque Nationale du Canada
Shell Canada
Imperial Tobacco
La Banque Royale du Canada
RJR Macdonald

Renseignez-vous sur les avantages accordés aux diplômés de l'Université de Montréal

**Sûr de votre
affaire
avec Bélair**

TÉLÉPHONEZ-NOUS!
Région de Montréal:
270-9111



LA COMPAGNIE D'ASSURANCES

BÉLAIR

ASSURANCES GÉNÉRALES

Plus de 30 succursales au Québec

Pour être bien renseigné sur Hydro-Québec

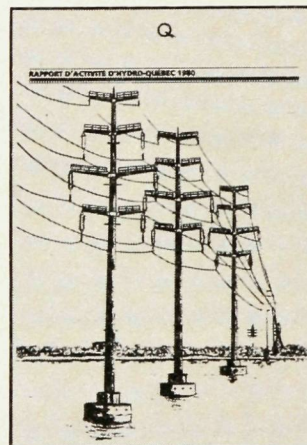
Deux publications à vous procurer

Rapport annuel



Les faits saillants
de l'année et les
États financiers

Rapport d'activité



Un résumé de
l'activité de chacune des
Vice-présidences

**Demandez-les
à nos bureaux régionaux
de Relations publiques
ou au
Centre de documentation
Vice-présidence Information
Hydro-Québec
75, boul. Dorchester ouest
Montréal, Québec
H2Z 1A4**



L'automne au CEPsum

Nombre de diplômés qui se sont abonnés au Service des sports de l'Université de Montréal pour le trimestre d'automne participeront régulièrement aux activités offertes au cours des prochains mois. Toutefois, les diplômés qui n'ont pu s'abonner peuvent aussi profiter des installations du CepsuM en s'inscrivant à certaines activités offertes au public.

Carte d'entrée quotidienne

Toute personne âgée de 18 ans et plus peut se procurer à compter du 1^{er} novembre 1981 la «carte d'entrée quotidienne au CepsuM», valide pour une journée. Cette carte, vendue 5\$, permet de participer au programme d'activités libres sans réservation, d'emprunter l'équipement nécessaire, et

d'être invité par un étudiant ou un abonné afin de pratiquer les sports de raquette (badminton, raquetball, squash, tennis).

Évaluation de la condition physique

Abonnés ou non au Service des sports, les diplômés de l'Université peuvent aussi s'inscrire au Service d'évaluation de la condition physique et de consultation de l'activité physique.

Les séances se dérouleront aux dates suivantes, de 18h30 à 21h30: 5, 13, 21, 29 octobre 1981 — 2, 10, 18, 26 novembre 1981.

Afin de profiter de ce service, les intéressés doivent s'inscrire une semaine à l'avance, en téléphonant au 343-61-50. Ce qui est une excellente façon de connaître sa condition physique et les moyens de l'améliorer.

Randonnée pédestre

Les amateurs d'activités de plein air sont invités par la même occasion aux «randonnées pédestres» organisées par le Service des sports. Ces sorties ont lieu tous les dimanches du mois d'octobre. Pour connaître le parcours et les modalités d'inscription, il suffit de téléphoner au 343-61-50.

Activités publiques

Le CepsuM met à la disposition de la population en général des périodes de natation et de patinage. L'horaire de ces activités pour l'automne est le suivant:

Natation — Du lundi au vendredi, 17hres à 18h20 — Samedi et dimanche, 13h30 à 16 hres. N.B. Le casque de bain est obligatoire.

Patinage — Vendredi, 16hres à 18h20 — Samedi, 19 hres

à 20h30, 20h30 à 22 hres (adultes seulement) — Dimanche, midi à 14h45. N.B. Il n'y a pas de location de patins.

Pour ces activités, les frais de participation sont:

Enfants: 0,50\$

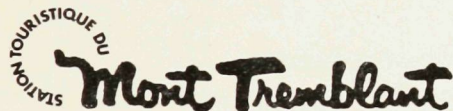
Adultes: 1\$

Abonnés: Nil

Et les enfants

Le Service des sports offre de nouveau cet automne un programme d'activités conçu pour les enfants et les adolescents (3 à 17 ans). Dans le cadre de ce programme, les activités proposées sont: la danse, l'escrime, la gymnastique, le karaté, le mime, la natation et le plongeon. L'inscription à ce programme s'effectuera le 3 octobre 1981, de 10 hres à 14 hres, au CepsuM.

Renseignements supplémentaires: Tél. 343-61-50.



À seulement 90 minutes de Montréal

Un endroit de prédilection pour vos réunions d'affaires

Une atmosphère calme et détendue
pendant les réunions

Des installations sportives et culturelles de choix pour
les moments de loisir

Ski Mont-Tremblant

Saison 1981-1982

OUVERTURE

26 novembre 1981

MONT-TREMBLANT, J0T 120

Tél.: (819) 425-27-11

(514) 861-61-65

(ligne directe)

M. Robert Dorais

Avis de convocation

Les Diplômés de l'Université de Montréal 47^e assemblée générale annuelle

Prenez avis que l'assemblée générale annuelle des membres de *Les Diplômés de l'Université de Montréal* («l'Association») sera tenue à Montréal, à l'hôtel Château Champlain, 1, Place du Canada, le 28^e jour d'octobre 1981, à 12 h 30, aux fins de recevoir et d'étudier les états financiers annuels certifiés de l'Association au 31 mai 1981, de procéder à l'élection des membres du Comité d'élection pour l'année 1982, de procéder au choix des vérificateurs des comptes de l'As-

sociation, de ratifier les règlements numéros 1 à 9 de l'Association, de ratifier les résolutions et actes adoptés et posés par les administrateurs et officiers de l'Association depuis la dernière assemblée générale annuelle, et de discuter toute autre question qui pourrait être soumise à l'assemblée.

Cet avis est donné par ordre du conseil d'administration, à Montréal, ce 8^e jour d'octobre 1981.

Le secrétaire
Yves Desjardins-Siciliano

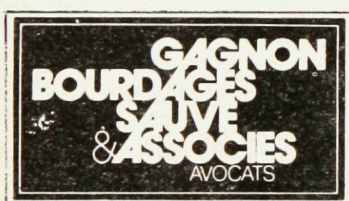
Un léger goûter sera servi avec bar payant.
R.S.V.P. — Madame Marielle Maheu (343-62-30)

Tél. 288-9161

Geoffrion Prud'homme
avocats

500 Place d'Armes, bureau 1200

Montréal H2Y 2W4



1130 ouest, rue Sherbrooke
Suite 801, Montréal H3A 2M8
Tél.: (514) 284-0426

Charette, Fortier, Hawey & Cie Touche Ross & Cie

Comptables agréés

1 Place Ville Marie
Montréal, Québec

Bureaux dans les principales villes du Canada
et des États-Unis, et dans la majorité des
autres pays.

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS ASSOCIATES

Fondée en 1892

Brevets d'invention
Marques de commerce
Dessins industriels
Droits d'auteur

1514, Docteur Penfield
Montréal, Canada, H3G 1X5
Tél.: (514)934.0272, Télex: 05-268656, Cable: MARION
Telecopier international Xerox 400

Normandin Barrière + Associés

affilié à Deloitte Haskins & Sells

comptables agréés

3210, 1 Place Ville Marie
Montréal, Québec H3B 2W3
(514) 861-9311

Maheu, Noiseux, Roy & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

2 COMPLEXE DES JARDINS BUREAU 2600 TEL. (514) 281-1555
C.P. 153 MONTREAL H5B 1E8 TELEX 055-60917

BUREAUX A OTTAWA, HULL, HAWKESBURY, MONTREAL, LAVAL, QUEBEC, LEVIS ET MONCTON

SOCIÉTÉ NATIONALE: COLLINS BARROW
BUREAUX A VANCOUVER, CALGARY, EDMONTON
WINNIPEG, TORONTO, OTTAWA, MONTREAL
QUEBEC, HALIFAX, ET AUTRES VILLES

REPRÉSENTATION DANS LES GRANDS CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

THORNE RIDDELL

Comptables agréés/Chartered Accountants
POISSANT RICHARD



Tél: (514) 866-7351 Télex: 05-268617

Suite 2500, 630 ouest, boul. Dorchester, Montréal, Québec H3B 1W2

JOLIOATA INC.

Services en informatique: tenue
de livres, états financiers mensuels,
Comptes à recevoir, taxes, paies, tableau
d'amortissement de prêts, etc.

Alain Vermette

Directeur
450, boul. Sainte-Anne, Joliette

759-3237

Après avoir terminé son cours de droit à l'U. de M., Jean-Pierre Ferland poursuit un MBA à l'Université de New-York dont les locaux sont situés tout à côté de ceux de la Bourse, à Trinity Place. «Le mur mitoyen de l'Université s'appuie sur l'American Stock Exchange», rappelle-t-il. Et c'est justement là où le titre canadien le plus transigé est Dome Petroleum.

«C'est l'université, dit-il, où il y a probablement le plus d'options relatives aux domaines financiers et boursiers. Car ce sont les banquiers et les courtiers de Wall Street travaillant dans les institutions financières le jour qui donnent les cours le soir.»

Après ces études inhabituelles à New-York, Jean-Pierre Ferland revient à Montréal. Il travaille d'abord durant six mois chez Geoffrion, Prud'homme puis chez Wood Gundy au département responsable du financement des entreprises. Il y prépare les nouvelles émissions de valeurs mobilières, les documents pour les acquisitions et les fusions. Ce qui constitue en quelque sorte une troisième école, un cheminement qui n'est pas sans faire penser à celui de l'ex-ministre Guy Joron.

Depuis deux ans, Jean-Pierre Ferland est devenu l'un des vingt membres individuels à la Bourse de Montréal où l'on compte en tout 175 sièges. Les membres individuels sont donc nettement minoritaires et seulement la moitié d'entre eux sont vraiment actifs.

Il a choisi de concentrer ses efforts sur «Dome Pete» parce que ce titre génère beaucoup d'activités et qu'il a un très fort volume. Quant à l'Inco (International Nickel), c'est l'une des trente compagnies faisant partie de l'indice industriel Dow Jones, mis au point par les deux fondateurs du Wall Street Journal; et c'est d'ailleurs le seul titre étranger considéré dans cet indice ultra-sélectif.

Finances et mathématiques

«Le travail que j'exerce en bourse est très différent de ce que font les gens quand ils appellent



Les cordons de la Bourse

«Le métier de mainteneur de marché à la Bourse de Montréal, c'est celui qui m'a demandé le moins de qualifications professionnelles mais c'est probablement le plus difficile et sans aucun doute celui qui coûte le plus cher à apprendre.» Celui qui parle ainsi est un avocat diplômé de l'Université d'Ottawa. Auparavant, il spéculait sur l'achat et la vente d'immeubles. C'est l'un des trois avocats membres individuels à la Bourse de Montréal. Le deuxième vient de Québec et jouit d'une fortune familiale considérable, lui permettant d'exercer ce métier en dilettante. Le troisième a reçu un diplôme de la Faculté de droit de l'Université de Montréal en 1970. Il s'apprêtait à devenir membre de la Bourse de Chicago lorsque la bourse montréalaise a ouvert ses portes aux membres individuels et ce, à un coût bien moindre qu'à Chicago: 1000\$ au lieu de 149 000\$. Jean-Pierre Ferland tient le marché à Montréal pour deux titres: Dome Petroleum et Inco.

«À vrai dire, le droit, ça ne m'a jamais intéressé tandis que la Bourse, elle, m'a toujours fasciné», explique ce diplômé de Droit qui suit un cheminement peu banal.

Jean Chartier

leurs courtiers, explique M. Ferland. Il ne s'agit pas pour moi d'acheter un titre et d'encaisser la plus-value quand la valeur de ce titre monte. Je dois être aussi actif quand le titre descend. C'est là qu'il devient très important d'être impliqué dans les options.

«En réalité, notre travail est mathématique, ajoute-t-il. Je possède d'ailleurs un petit ordinateur chez moi, un TRS-80. Jamais je n'achète un titre parce qu'un informateur me dit que ça va monter. Ici, il n'y a pas d'information sur les «take-over». Nous sommes plutôt des techniciens du marché. Qu'une compagnie fasse de l'argent ou non n'a donc pas d'importance pour nous. Nous voulons seulement savoir s'il y a des acheteurs et des vendeurs à un moment précis.

«De ce point de vue, poursuit-il du même souffle, il existe un modèle pour évaluer le prix d'une option, le modèle de Black et Schultz, élaboré à Chicago. Selon cette théorie, une option représente un bien intangible. Donc, toutes les fois où le prix de l'option est plus bas que sa valeur théorique, j'achète; et toutes les fois où le prix est plus élevé, je vends. La valeur théorique d'une action, personne ne la connaît; mais pour une option, tout le monde le sait ou du moins croit le savoir.»

Contrairement à l'investisseur, le mainteneur de marché ne prend aucun risque. Il agit strictement en fonction du volume plutôt qu'en relation avec la montée du prix du titre. C'est donc l'écart entre l'achat et la demande qui l'intéresse. Si l'acheteur offre 3,75\$ et le vendeur demande 4,25\$, le professionnel du marché s'interpose: il réduit l'écart. C'est pourquoi les banques et la bourse sont disposées à prêter beaucoup à ces professionnels.

Investir ou négociier

En outre, un courtier réalise une compensation à 5% du prix de la commission habituelle étant donné le fort volume de transactions d'un membre individuel. Il est donc possible pour le mainteneur de marché d'emprunter ad infinitum à

la bourse si certaines conditions sont respectées.

«Si j'achète 30 options pour 100 actions à 25 cents chacune avec la date de livraison en juillet, et que j'en vends 30 à 1\$ pour septembre, je n'ai pas un cent à déboursier parce que la bourse considère que je ne prends pas de risque, précise Jean-Pierre Ferland. On peut multiplier cet exemple par des milliers de contrats et on totalise des millions de dollars. Le tout consiste à maintenir un écart sain entre l'achat et la vente. Techniquement, on peut grimper ainsi à 100 millions de dollars, puis descendre à deux millions à la fin de l'après-midi. Évidemment, j'exagère car certains courtiers vont m'arrêter si j'agis ainsi.

«À la fin de l'année, un bon négociant devrait obtenir 200 pour cent de rendement sur son capital investi, souligne M. Ferland. S'il

dispose de 50 000\$ comme capital à la bourse, il devrait gagner 100 000\$, à la fin de l'année. Théoriquement! Mais en réalité, certains y ont perdu leur chemise. Ils ont pris des positions sans contrepartie, sans «hedging». Or, depuis deux ans, à plusieurs reprises le marché a pris des raclées. Ceux-ci ont donc multiplié leurs pertes.»

C'est que les membres individuels arrivent presque tous à la bourse avec une mentalité d'investisseurs. Ils achètent puis attendent que le titre monte pour vendre. C'est ainsi qu'ils se ruinent. Pour un professionnel, il n'est pas nécessaire d'avoir la marge habituelle de 50 pour cent pour acheter des actions. Il peut facilement acheter pour un million de dollars avec 75 000\$. Certains ont donc finalement perdu toute leur mise et davantage. Ils voulaient se compor-

ter sur le parquet de la bourse en investisseurs et non en négociateurs professionnels. Un négociateur individuel doit donc toujours détenir une contrepartie sinon, tôt ou tard, il va se faire battre par le marché.

Une expansion nécessaire

Jean-Pierre Ferland rappelle qu'en 1972, on pouvait acheter un siège à la bourse de Chicago pour 10 000\$. «Il y a place pour des bourses spécialisées, dit-il. C'était l'idée de Demers (ex-président de la Bourse de Montréal) de créer des membres individuels. Ce qui est très bon et va fonctionner à moyen terme. Nous, on va créer le volume. Sinon, cela ne vaut pas la peine. Nous assurons un marché qui ne serait tenu ni par le public, ni par le capital étranger, lequel va plutôt à Toronto.»

Jean-Pierre Ferland n'a pas de client, pas de patron, pas de

banque. S'il agissait comme courtier en valeurs mobilières, il serait redevable à toutes ces instances. Toutefois, il agit depuis peu à titre de conseiller pour une firme spécialisée dans la production de films. À vrai dire, le volume n'est pas encore assez considérable à la Bourse de Montréal pour les teneurs de marché. Mais ils espèrent que les choses changent au cours des prochaines années avec l'expansion de l'activité dans les options. «Aux États-Unis, explique Donald Fortin, le marché des options représente 70% du marché des actions. Nous, on en est encore qu'à 15%.»

Diplômé en droit, Donald Fortin agit comme membre individuel à la Bourse de Montréal depuis décembre 1979. Il négocie deux titres: Alcan et Total Petroleum. L'Alcan, parce qu'il est originaire du Saguenay et qu'il s'y est toujours intéressé; «Total Pete», parce que

GALERIE BERNARD DESROCHES INC.

1444 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec, H3G-1K4

tél.: (514) 842-86-48

Tableaux canadiens et européens

19^e et 20^e siècles

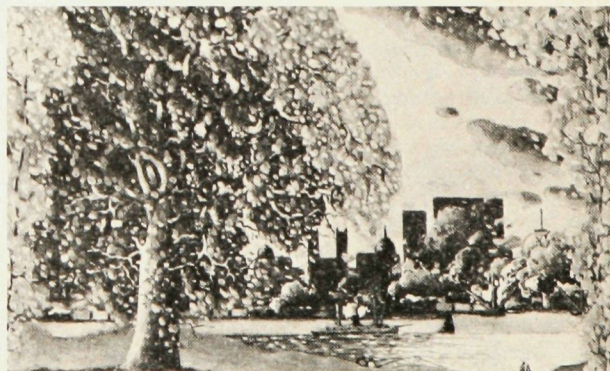
Léo Ayotte
Jean Dallaire
Rodolphe Duguay
M.-A. Fortin
Adrien Hébert
Jean-Paul Lemieux

Henri Masson
René Richard
Jean-Paul Riopelle
Goodridge Roberts
Phillip Surrey
Suzor Côté

André L'Archevêque
Roland Pichet
Armand Tatossian
Léo-Paul Tremblé

Artistes de la galerie

Paul André
Alexis Arta
Fablo
Helmut Gransow



ACHAT VENTE ÉCHÉANCE
évaluation expertise

c'est un producteur de pétrole important et qu'on cherchait un main-
teneur de marché pour ce titre.

«L'expérience a été très difficile pour les membres individuels, avance-t-il sans ambages. Nous avons presque tous perdu de l'argent à un moment ou l'autre parce qu'il est tentant d'acheter des actions dans un marché à la hausse. Ce qui est terrible, c'est de penser que s'il y a un «krach» sur l'Alcan, je fais faillite. Il ne faut donc pas investir pour nous, sinon c'est la roulette russe. Il faut s'habituer à ne pas prendre une position qui serait valide pour trois, six ou neuf mois. Notre attitude, ce doit être de prendre une position valide pour demain matin. Ici, on marche constamment sur la corde raide.»

Spéculer ou calculer

«Un mainteneur de marché peut facilement gagner 75 000\$ ou 100 000\$; mais s'il veut gagner 300 000\$, il risque de tout perdre et rapidement. Bien sûr, une fortune rapide est toujours possible, mais elle peut se perdre en moins d'un mois. Alors, c'est terminé», souligne Donald Fortin.

Ainsi, au début de l'été, l'action d'Alcan se transigeait à 47\$. Dix jours plus tard, elle ne valait plus que 32,50\$. Elle avait baissé quotidiennement. Donald Fortin a néanmoins réussi durant cette période à transiger des dizaines de milliers d'actions de l'Alcan sans perdre un cent. Comment? Il a acheté des options donnant droit d'acquiescer le titre à 40\$ et il a vendu des options pour céder le titre à 35\$, au cas où il baisserait. Le titre était alors à 40\$. L'option qu'il achetait ne coûtait donc presque rien. Celle qu'il vendait lui rapportait beaucoup plus. Il se couvrait en même temps au cas où elle monte. Son gain consistait finalement en ce que l'offre d'achat était valide à Chicago pour l'équivalent de 40,25\$ et il la vendait ici 40,50\$. S'il s'était plutôt contenté d'acheter 10 000 actions, il aurait perdu pas moins de 100 000\$.

«Beaucoup de gens estiment qu'être membre individuel à la Bourse, c'est une véritable pré-

traite; qu'il suffit d'être actif quinze minutes par jour sur le parquet pour amasser des sommes importantes. C'est très loin de la réalité, affirme Donald Fortin. Il s'agit en fait d'un travail de tous les instants. Mais un travail qui convient bien à certains avocats, ceux qui ont le tempérament du joueur, de l'aventurier. Toutefois, ce n'est pas un métier très satisfaisant sur le plan intellectuel.»

«Le plus frustrant pour un membre individuel, c'est de ne connaître que deux ou trois titres boursiers, et non le marché en général. Or tout est possible à la Bourse, poursuit M. Fortin. Prenons l'Inco: elle se transige au même prix qu'il y a dix ans mais je ne sais toujours pas combien elle se négociera demain!»

Bientôt la loi devrait permettre aux membres individuels d'avoir leurs propres clients. Un bon vendeur obtient souvent 100 000\$ en commissions durant une année alors qu'un mainteneur de marché «se contente» dans de nombreux cas de 50 000\$. En calculant l'impôt au même taux

qu'une corporation, soit à 27 pour cent, il deviendra intéressant d'être mainteneur de marché et d'avoir ses clients.

En outre, la Bourse s'attend à ouvrir le marché des options aux Américains. Ce sera dès lors beaucoup moins risqué d'agir pour le mainteneur de marché. «Pour des avocats qui voudront se regrouper, il sera possible d'amasser de gros capitaux et de concevoir ce travail comme une affaire fort rentable. Si le volume prend de l'importance, on pourra éventuellement faire comme à Chicago: s'en aller le soir tout en n'ayant plus aucune position sur le marché», conclut Donald Fortin.

«À Montréal, ce n'est pas encore possible et c'est pourquoi nous ne sommes pas encore des mainteneurs de marché à 100 pour cent. Quand il me reste des actions de l'Alcan le soir, je deviens un investisseur et c'est ce qui est inquiétant. Si notre Bourse s'ouvre aux Américains, le nombre de mainteneurs de marché va augmenter et le volume s'accroîtra considérablement.»

Termes boursiers

Mainteneur de marché

C'est un membre de la Bourse dont la tâche consiste à assurer une offre et une demande sur un titre précis. Il peut être membre individuel ou appartenir à une maison de courtage.

Membre individuel

Il s'agit d'une personne membre de la Bourse qui peut faire des transactions avec les autres membres mais qui n'est pas autorisée à transiger avec le public.

Courtier

Associé à une maison de courtage qui est membre à la Bourse, le courtier effectue des transactions pour des clients. Sur les 80 membres de la Bourse de Montréal, on compte 60 maisons de courtage et 20 membres individuels.

Titre

C'est tout simplement une compagnie qui est cotée à la Bourse. Il y a 425 titres à la Bourse de Montréal.

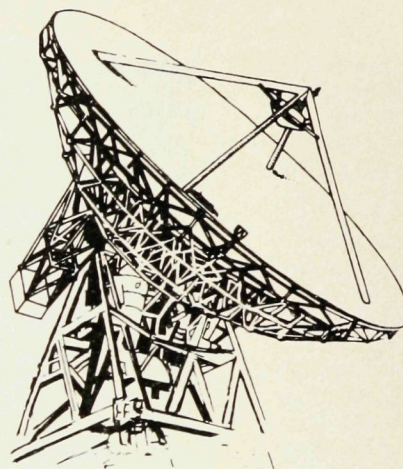
Pour investir à la Bourse, le public doit nécessairement passer par l'entremise d'un courtier. Il n'y a pas de minimum quant au nombre d'actions qu'une personne peut acheter, mais on considère généralement qu'un lot régulier comprend 100 actions. Pour ses services, le courtier reçoit une commission de deux et demi pour cent, à l'achat et à la vente.

Diplômé de sociologie, Jean Chartier est maintenant journaliste à la salle des nouvelles de Radio-Canada où il est le spécialiste des questions économiques.

BEN	20 53 21 53	A	22 15 23 53	AGIRJ	38 26
BND	20 53 21 53	AGA	22 15 23 53	ALG	35 78 36 53
BMS	25 54 26 54	AI		BBA	
BUN	28 45	AOT	46 2 47	BBO	
CI UN	22 82 7 82	B	26 12	BPC	
CH	26 5 27 5	BIA	79 15 82 78 50 2	BPD	
CHL	87 82	BDO	24 5 1 24 5 1 2	BPE	22 12
CHL		BDO	22 13 23 13	BPF	
HBC	17 5 18 7 9	CGT	15 5 16 5	BPG	24 13 13
MT	10 5 11 5	CP	40 5 11 5	BAC	18 12 12
MA	12 5 13 5	CPI	43 8 0	BDO	10 4 5 5
RY	34 4 45 4 5	CRA	25 53 24 51	BCF	15 7 82 54
RYLA	14 11 14 7 8	DTI	15 8 25 24	BCT	
TD	26 5 27 5	FOC	1 8 2 12 12	BMS	
TEN	47 82	MM	35 12 36 12	BMB	7 8
TORON	25 8 5	AB	26 9 3	BRN	9 2
TGC	17 5 18 5	ACH	22 8 5 30 8 2	C	11 2 1 8 5 54
		AWA	12 13 7	CABA	

134 ans de
présence dynamique
orientée
vers
le
mieux-être
et
les
intérêts
des
Québécois

**LA BANQUE
D'ÉPARGNE**



**Tele globe
Canada**



rapproche les gens et les continents

LETTRE OUVERTE AUX DIPLÔMÉS

Bonjour,

Il existe actuellement des carrières uniques qui sont très peu comprises et, pour cette raison, rarement examinées à fond par les diplômés après la remise des diplômes.

Les carrières en question touchent la commercialisation de produits financiers et la planification successorale, procurant la sécurité financière aux particuliers et aux entreprises.

Les stagiaires jouissent de revenus concurrentiels, voire même supérieurs, d'une excellente formation, et ils peuvent évoluer rapidement vers la gestion des entreprises ou s'orienter plutôt vers un travail autonome spécialisé.

Des diplômés dans les disciplines suivantes, forts de quelques années d'expérience sur le marché du travail, ont trouvé chez nous une carrière taillée sur leurs propres besoins: Communications, Droit, Commerce/Administration, Comptabilité, Sciences sociales, Éducation.

Je vous invite donc à participer à nos sessions d'information objectives et personnalisées. Un de nos recruteurs-cadre fixera un rendez-vous à votre convenance et vous rencontrera dans un de nos nombreux bureaux situés dans tous les centres importants de la province.

Veuillez me faire parvenir votre curriculum vitae ou communiquer avec mon bureau par téléphone à (516) 465-6170. Je vous assure d'une attention particulière et d'une qualité d'information digne de votre statut professionnel.

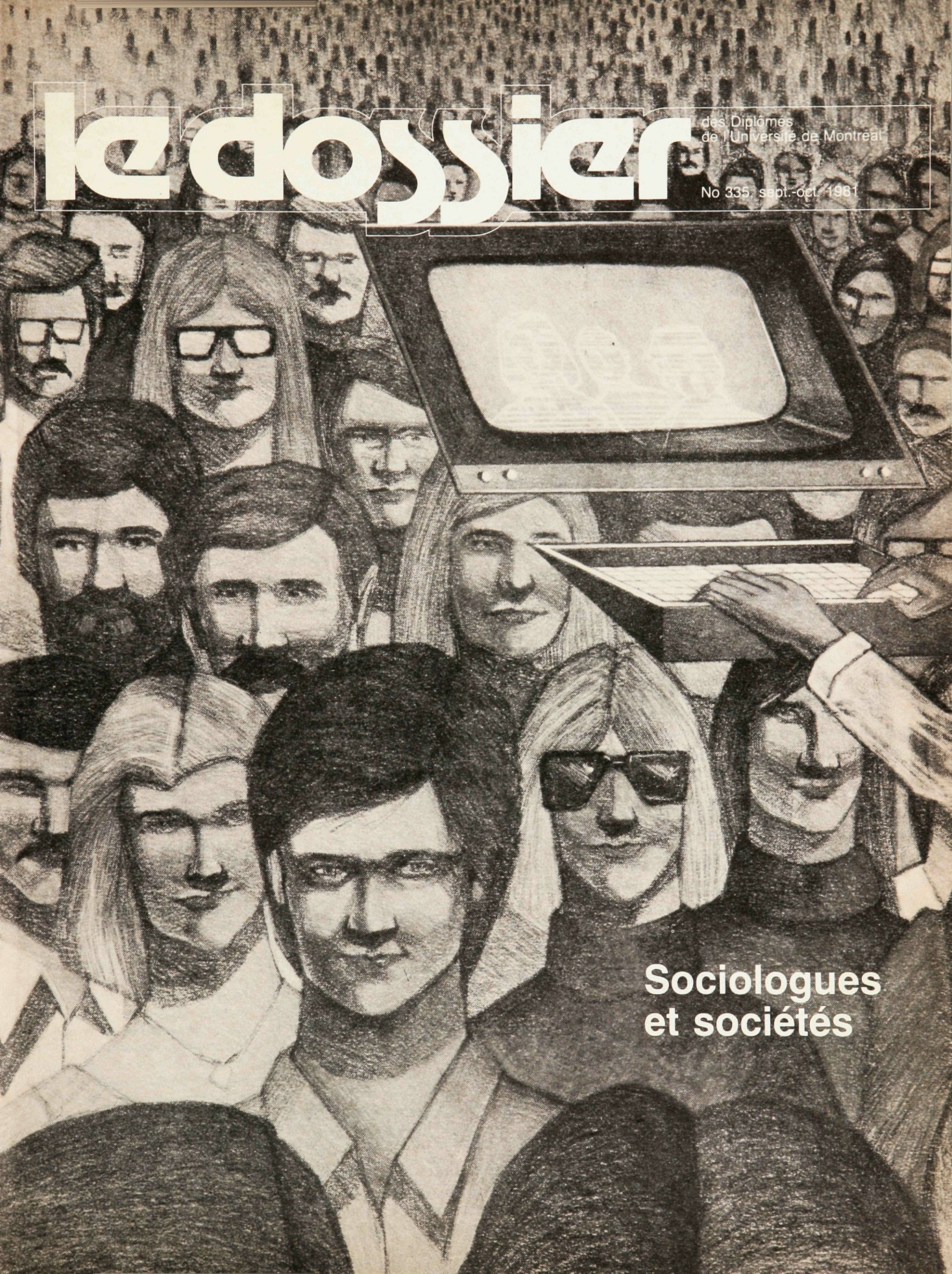
Mes salutations distinguées.

KLAUS M. SOPORA, F.L.M.I., A.V.A.
Directeur général du marketing
Région du Québec et de l'Atlantique

L'IMPÉRIALE

L'une des compagnies du Groupe La Laurentienne

le dossier



des Diplômés
de l'Université de Montréal

No 335 sept.-oct. 1981

**Sociologues
et sociétés**

La naissance d'une science

Le Département de sociologie de l'Université de Montréal a dépassé depuis longtemps l'âge de raison, traversé l'adolescence sans trop de mal pour s'établir de plein pied au sein des disciplines universitaires. Il soulignait cet automne le vingt-cinquième anniversaire de sa création en organisant divers événements à l'U. de M. tandis que la revue «Sociologie et Sociétés», publiée aux Presses de l'Université de Montréal, retrace ce cheminement dans son numéro 2 du volume XII. Science de la société, discipline pivot des sciences humaines, la sociologie demeure en même temps une réflexion sur l'humain. Les sociologues sont à la fois des hommes de science et des intellectuels qui réfléchissent sur le monde auquel ils appartiennent. Ils sont plus ou moins «scientifiques» selon leurs tempéraments, leurs idéologies, et la conjoncture socio-politique où ils s'inscrivent. Avec sociologie, la revue Les Diplômés présente le premier d'une série de dossiers consacrés à différents départements ou facultés de l'Université de Montréal. Des dossiers permettant de faire le point sur l'évolution d'une discipline universitaire ainsi que sur les orientations du département ou de la faculté où elle s'incarne, à travers des regards convergents.

Luc Hétu

Cerner le monde, en établir les lois, les règles, proposer des modèles qui reflètent ses mécanismes, son fonctionnement: le scientifique se veut l'homme du réel, celui qui dépasse les apparences pour rejoindre les fondements en toute objectivité. En somme, refaire le monde sur papier pour mieux le comprendre! C'est du moins ce qu'on attend autant des sciences humaines ou sociales que des sciences dites «exactes». Mais

peut-on cerner un objet aussi complexe que la société humaine? Est-ce rêver en couleurs avec son «Dolby» que de croire à une véritable science de la société? Bref, la sociologie est-elle une science ou simplement une réflexion intellectuelle plus ou moins fondée sur la société?

«On écarte facilement la question en disant que la sociologie est plutôt une discipline qu'une science», répond Christiane Quérido,

directeur du Département de sociologie de l'Université de Montréal. Grande, mince, un visage porté à sourire malgré de larges lunettes, M^{me} Quérido estime qu'à toutes fins pratiques il s'agit là d'un faux débat. «On compare souvent la sociologie avec les sciences de la matière, où les savants disposent de modèles, d'instruments, de possibilité de mesure et d'exactitude. Mais en sociologie, il n'existe pas de modèles d'analyse équivalents à ceux des sciences exactes. En fait, la mesure d'une science découle pour une large part de la possibilité d'expérimentation empirique.» Et il n'est pas facile de mettre une société en éprouvette, d'en reconstituer un modèle réduit en laboratoire, de répéter des expériences avec le même segment dans les mêmes conditions.

Modèles et idéologies

Dans le contexte européen, la sociologie s'est développée d'abord en tant que réflexion intellectuelle, influencée notamment par les traditions de la philosophie, l'histoire et le travail des grands essayistes. Toutefois, en Amérique du nord, elle a été considérée beaucoup plus comme une technique, se rapprochant des sciences exactes. Pour sa part, la sociologie québécoise, celle de l'Université de Montréal en particulier, a été influencée par ces deux courants beaucoup plus complémentaires que contradictoires. Si l'on questionne depuis longtemps la sociologie en tant que science, les remises en question des dernières années n'ont toutefois pas épargné les sciences en général et plusieurs ont été ébranlées dans leurs fondements, n'étant pas exemptes d'idéologies.

Christiane Quérido affirme ainsi qu'on ne peut réduire la science à un modèle unique. «Les sciences humaines ne seront jamais comme les sciences exactes. Elles sont plus jeunes et n'ont pas encore de corps théorique et de modèles qui font l'unanimité comme dans d'autres disciplines.» Toutefois, le statut des sciences humaines s'améliore, en partie parce que le regard

porté sur les sciences en général se modifie. Ainsi, on se rend compte maintenant que dans l'évolution de la physique, par exemple, le cadre théorique a été plus important que l'accumulation de données comme tel.

Un statut qui s'améliore mais qui est encore loin de l'égalité. «Les sciences humaines restent les parents pauvres des subventions de recherche», souligne M^{me} Quérido. Au Canada comme au Québec, les budgets accordés pour la recherche en médecine, en génie, dans le domaine des sciences naturelles ou autres sont beaucoup plus importants que pour les sciences sociales. Ce qui explique que la recherche en sciences humaines n'ait pu se développer de façon aussi adéquate.»

De la culture générale aux études supérieures

La sociologie démarre vraiment en 1955 à l'Université de Montréal, avec la création du Département. «Jusque là, les sciences sociales étaient considérées plutôt comme des éléments de culture générale s'adressant à des gens qui s'orientaient vers la fonction publique ou la diplomatie», rappelle le sociologue Marcel Fournier, qui a publié plusieurs articles sur la question. «Il n'y avait pas de cours réguliers ni de professeurs de carrière dans ce domaine, alors que l'Université Laval structurait depuis plusieurs années son école de sciences sociales sous l'égide du Père Lévesque», poursuit Marcel Fournier.

Le véritable élan scientifique est donné en 1957 lorsque Philippe Garigue devient doyen de la Faculté des sciences sociales où s'inscrit alors le Département de sociologie. Des professeurs qui ont une formation académique plus rigoureuse, plus méthodique, dans le domaine des sciences sociales, formation acquise pour plusieurs dans les grandes universités américaines, sont engagés.

L'enseignement fournit alors une véritable initiation à l'ensemble des sciences sociales. La méthodologie et l'analyse statistique deviennent des éléments de formation, les

techniques de collecte de données se développent. Au début des années '60, la sociologie se dote d'attributs scientifiques avec la création de revues, d'associations, l'organisation de colloques tandis que se précisent des techniques comme le sondage.

Dès l'origine, il y a une volonté de développer une sociologie objective, «scientifique». Volonté qui se concrétise, au coeur des années soixante, avec la participation de nombreux professeurs du Département aux grandes enquêtes sociales de l'époque, notamment aux travaux de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, à ceux de la Commission Parent sur l'éducation au Québec et à la Commission Rioux sur l'enseignement des arts.

De cette participation aux débats sociaux ont émergé quatre grands axes de développement de la recherche au Département: l'éducation, avec Guy Rocher; la culture, avec Marcel Rioux; le travail, avec Jacques Dofny; et la psychologie sociale, avec Robert Sévigny. Ces projets sont devenus peu à peu de véritables laboratoires de recherche, chaque groupe ayant par exemple son local et de nouveaux chercheurs pouvant prendre la relève en assurant en même temps une certaine continuité.

Rigueur et tolérance

Malgré certaines têtes d'affiche, il n'y a pas encore eu de «grand maître» au Département de sociologie. Ses groupes de recherche, aussi prestigieux qu'ils soient, ne sont pas devenus des «écoles de pensée» mais sont demeurés des axes de développement. «On ne retrouve pas qu'une seule orientation au Département, ce qui est à la fois sa force et sa faiblesse», poursuit Marcel Fournier. Les professeurs peuvent avoir des positions différentes sur un même sujet, ce qui est à la fois stimulant et difficile pour l'étudiant. «En somme, ce qui caractérise le Département de sociologie, c'est une grande tolérance des gens les uns envers les autres», conclut M. Fournier.

«Le Département a maintenant tout ce qu'il faut pour atteindre l'excellence, ajoute Christiane Quérido. Il est reconnu au niveau des études supérieures. Il ne manque plus que les ressources adéquates pour poursuivre dans la même voie». Notamment en trouvant le moyen d'intégrer les étudiants à la maîtrise et au doctorat à

l'intérieur de projets de recherche, comme cela se fait en chimie, par exemple. Il s'agit en somme de fournir à l'étudiant un soutien matériel en lui permettant de seconder un chercheur tout en poursuivant sa propre recherche.

Le Département de sociologie a établi trois grandes priorités pour les prochaines années. D'abord, il faut améliorer et consolider les programmes d'enseignement au deuxième et troisième cycle, ce qui n'est pas sans lien avec le développement de la recherche. Mais on veut aussi repenser les programmes de premier cycle, notamment à la lumière des critiques quant à la spécialisation précoce des étudiants. Finalement, il s'agit d'intégrer les adultes à l'intérieur des programmes réguliers du Département, ce qui, aux yeux de Christiane Quérido, représente le défi de l'Université tout entière pour les années 80-90.

Science, réflexion intellectuelle ou plus justement, discipline universitaire, les débats de sémantique n'empêchent nullement la sociologie de se développer dans le sens de la rigueur et du pluralisme à l'Université de Montréal, tout en demeurant fortement ancrée à l'intérieur même de cette société, qui évolue constamment.

Une science de la société

«Ce qui constitue une science, c'est d'abord son objet, ensuite ses méthodes. La définition et la nature de l'objet déterminent, dans une large part, le choix des méthodes à employer: on n'étudie pas de la même façon un être vivant, une galaxie, une langue, une société. C'est l'objet de la science qui la fonde et qui fait qu'on parle de biologie, d'astronomie, de linguistique ou de sociologie; découvrir un nouvel objet, c'est parfois poser la nécessité d'une nouvelle science: la psychanalyse ne pouvait naître avant la découverte de l'inconscient. D'autre part, les méthodes sont cruciales dans la constitution de la science: ce sont elles qui permettent de la construire, de la faire progresser. Ainsi en astronomie on se contente d'observer, de photographier ou d'enregistrer des ondes radio-électriques, alors que, dans la plupart des autres branches de la physique, on peut faire des expériences et des manipulations; en mathématiques et en logique on procède par axiomatisation et formalisation; en psychologie on cherche à décrire et à expliquer le comportement d'un individu dans telle ou telle situa-

tion, réelle ou construite; en histoire, on scrute les documents anciens, etc.

Mais quelle est la méthode propre à la sociologie? Jusqu'ici on a bien essayé d'appliquer à la société les méthodes statistiques, systémiques et même axiomatiques qui avaient donné de bons résultats ailleurs, sans chercher sérieusement à développer une méthode particulière. Judith Schlanger parle à ce sujet de «mimétisme épistémologique» et de «docilité méthodologique» des sciences sociales face aux sciences pures, en particulier la physique et les mathématiques. (...) Comment définir la société? La réponse n'est pas évidente; la science sociale qu'on fera sera différente si on considère la société comme une institution ou comme auto-instituante, comme une structure ou comme une pluralité de groupes. C'est ainsi qu'on peut avoir différentes approches théoriques et méthodologiques en sciences sociales, fonctionnaliste, structuraliste ou marxiste, par exemple et pour ne citer que les plus célèbres, selon la façon dont on conçoit la société.»

— Andrée Fortin,

Sociologie et Sociétés, vol. 12, no 2, octobre 1980.



Voyagez en paix.

Le régime d'assurance-maladie pour les voyages hors du Canada.

Bonne protection à coût minime jusqu'à \$50,000
pas d'examen médical

Protection en cas de mort accidentelle*

*Garantie par
LA MUTUELLE-VIE DU QUÉBEC
une compagnie affiliée à La Croix Bleue du Québec

Information disponible:
Succursales de La Croix Bleue
du Québec et de La Mutuelle-Vie du
Québec—Agences de voyages—
Courtiers d'assurance.

Veillez me faire parvenir, sans obligation, votre dépliant sur le RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE POUR LES VOYAGES HORS DU CANADA.

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____



ASSOCIATION D'HOSPITALISATION DU QUÉBEC

LA CROIX BLEUE

DU QUÉBEC

Pour plus de renseignements:

550, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec H3A 1B9 Tél.: (514) 844-3781

Un métier, des pratiques

Qu'est-ce qu'un sociologue? C'est la question que se sont posés trois sociologues de l'Université de Montréal dans une recherche visant à déterminer «Les grands axes de la pratique des sociologues». Jean Renaud, Line Grenier et Gilles Houde, du Département de sociologie de l'Université de Montréal, ont adressé un questionnaire aux sociologues, non-étudiants, membres de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (AC-SALF) auquel ont répondu 180 personnes. À travers cette recherche, la sociologie québécoise apparaît très diversifiée; à cette diversité correspond la polyvalence des sociologues québécois. Ceux-ci semblent beaucoup plus des généralistes que des travailleurs sur-spécialisés, bien qu'il y ait des distinctions fondamentales selon le type d'emploi. «Si l'on pouvait se permettre une boutade, indiquent les auteurs de cette recherche dans un rapport provisoire, on pourrait dire que cette classification suggère que pour les professeurs d'université, la sociologie est une science; pour les travailleurs en sciences sociales et les administrateurs, elle est un métier; et pour les autres professeurs, elle est une culture.»

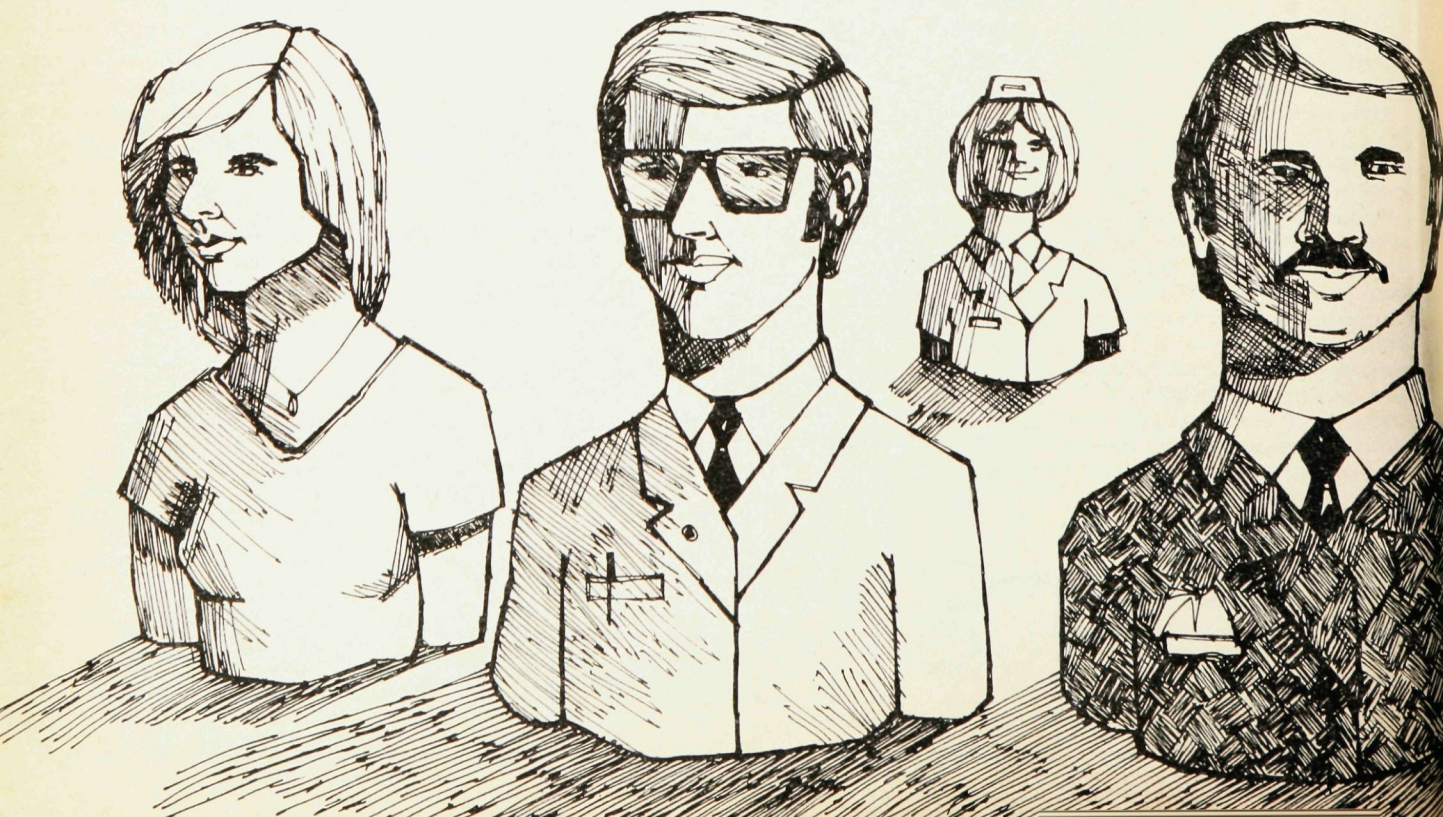
Sur les 180 répondants, on distingue 67% d'hommes et 33% de femmes, l'âge moyen se situant à 37 ans. Avec dix-neuf années de scolarité en moyenne, leur revenu a été en 1980 de 27 000\$. 91% des répondants détiennent un doctorat en sociologie et plus de 50% ont trouvé un emploi à la fin de leurs études alors que le délai a été en moyenne de quatre mois pour les autres. Au moment où ils ont répondu au questionnaire, 91,3% des sociologues occupaient un emploi à temps plein, 6,3% un emploi à temps partiel et 2,2% étaient sans emploi.

Les emplois actuels des sociologues interrogés se concentrent dans deux grands secteurs: celui des services sociaux, communautaires et personnels, qui regroupe notamment l'enseignement et la santé, où l'on retrouve 77,8% des sociologues, et celui de l'administration publique et de la défense nationale, qui compte 19,3% des répondants. Les sociologues se

regroupent à l'intérieur de quatre grands types de poste: 48,1% sont des enseignants — les professeurs et chargés de cours à l'université représentant à eux seuls 29,6% —, 20% remplissent des fonctions de chercheurs, 19% occupent des fonctions d'administrateurs et 4,1% travaillent comme intervenants dans le secteur des services sociaux. 82,2% des employeurs relèvent du secteur public; pour la très grande majorité des sociologues de langue française, le gouvernement du Québec demeure le principal employeur.

Diversité des tâches

«La tâche de ces sociologues comporte, plus souvent qu'autrement, tant un travail de conception que d'application, tant de théorie que d'empirie», indiquent les auteurs de cette recherche dans leur rapport provisoire. «30,8% décrivent leur tâche comme comportant autant de la recherche que de l'intervention. Ils travaillent très souvent dans un contexte de multi-



disciplinarité et au sein d'équipes.

«Dans leurs emplois, les sociologues gèrent ou supervisent la cueillette et le traitement technique des données, plus qu'ils ne réalisent eux-mêmes ces opérations. Toutefois, 75% des sociologues effectuent eux-mêmes «l'analyse sociologique» de ces données», poursuivent Jean Renaud, Line Grenier et Gilles Houde.

Dans le cadre de l'entreprise qui les emploie, les sociologues participent formellement davantage aux prises de décisions concernant la gestion interne qu'à l'orientation des politiques. Dans une proportion de 94,9%, ils affirment que leur travail implique l'utilisation de connaissances sociologiques, connaissances qu'ils appliquent davantage qu'ils ne les transmettent ou les accroissent. Plus de 70% considèrent qu'il est nécessaire d'être sociologue pour effectuer la tâche pour laquelle ils sont employés.

La sociologie qui se pratique au Québec, si elle a ses objets dominants, n'en demeure pas

moins très diversifiée quant à ses centres d'intérêts. En corollaire, on remarque la polyvalence des sociologues eux-mêmes. Ayant à choisir parmi 25 champs décrivant leur emploi actuel, chaque informateur a retenu en moyenne 5,5 domaines reliés à son emploi. Plus de 40% des sociologues ont déclaré travailler dans les domaines de l'idéologie et de la culture (45%), de la logique et de la méthodologie (42%), des institutions et des organisations (40%), les trois champs les plus fréquemment cités. Vient ensuite l'éducation (36%), la stratification et la mobilité (34%), l'épistémologie et la théorie (33%), le travail et la main d'oeuvre (31%), trois domaines mentionnés par près du tiers des répondants. 20% des sociologues traitent de communications, 23% du développement, 22% de l'économie, 22% de la famille, 21% de l'histoire, 24% de la politique, 28% de psychologie sociale, 24% de la santé et du bien-être.

Notons enfin que 15% des

sociologues interrogés s'occupent d'environnement, 17% d'histoire de la sociologie, 14% de justice et de droit, 12% de loisirs et de sports, 9% d'aménagement, 9% de sciences et techniques, 5% de religion et 3% de transport.

Une gamme d'outils

Si les outils de type quantitatif tendent à être plus utilisés par les sociologues dans leur travail quotidien, l'univers des pratiques sociologiques est néanmoins marqué d'abord et avant tout par la diversité et l'importance non-négligeable de chacun des modes de cueillette de données. «Plus encore, cette diversité s'exprime au niveau des travailleurs eux-mêmes qui ont retenu chacun en moyenne 5,2 instruments d'observation parmi les treize qui leur étaient présentés.

66% font du dépouillement de statistiques, 63% de la recherche bibliographique, 59% des entrevues directives et par questionnaire, et 50% de l'échantillonnage. Mais les sociologues utilisent aussi des

techniques d'observation plus souples: entrevues ouvertes (45%), semi-ouvertes (43%), dépouillement de journaux et d'archives (39%), animation (32%), et observation participante (31%). Parmi les outils d'observation mentionnés moins fréquemment, notons la monographie (28%), l'observation non-participante (22%), l'audio-visuel (22%) et la constitution d'un corpus (19%).

Quant aux méthodes de traitement et d'analyse, elles sont pratiquement aussi diversifiées que les instruments d'observation mentionnés par les sociologues interrogés. 45% utilisent l'analyse documentaire, 42% l'inférence statistique et 40% l'informatique, sans oublier l'analyse de causalité, l'analyse historique et ainsi de suite.

Procédant à une analyse de correspondance entre les réponses des sociologues interrogés, les auteurs de cette recherche concluent que les pratiques sociologiques constituent un tout homogène et que la sociologie semble bien constituer une seule discipline, les différences d'un sociologue à l'autre étant plutôt une question de degrés et de nuances.

Mais cette apparente unité n'empêche nullement une certaine diversité de points de vue entre les différentes catégories de sociologues. Projettant sur un espace tri-dimensionnel les données fournies par les répondants (données regroupées en 54 descripteurs), Jean Renaud, Line Grenier et Gilles Houde constatent que les professeurs ont tendance à avoir une approche macrosociologique plutôt que microsociologique. Professeurs d'université et autres travailleurs en sciences sociales ont aussi en commun de traiter de champs constitués avec traitement formalisé, alors que les autres professeurs et les administrateurs tendent plutôt à traiter des champs d'émergence à l'aide d'outils «ouverts». Notons finalement que les professeurs d'université se distinguent de toutes les autres catégories de sociologues par leur tendance à la théorie plutôt qu'à l'application...

L.H.



**Vous êtes étudiant
de dernière année
ou
professionnel
débutant**

**et vous avez
besoin d'un prêt.**

Nous sommes là
pour vous aider
et vous conseiller.

**Ce qui est important pour vous,
l'est également pour nous.**



BANQUE ROYALE

**CONSEILLERS
EN GESTION ET
INFORMATIQUE**

cgi inc.

C.P. 587, Tour de la Bourse, Montréal, Qué. H4Z 1J8 Tel.: (514) 845-42-66

- administration
- études d'organisation
- études d'orientation
- direction de projets
- conception, réalisation et implantation de systèmes administratifs et informatiques

**276 rue St-Jacques ouest,
Montréal (514) 845-42-66**

**1020 route de l'Église, Ste-Foy,
Québec (418) 653-25-06**

À un doigt de la solution

Un simple coup de téléphone, et l'un de nos agents commerciaux se fera un plaisir de discuter du problème technique auquel vous avez à faire face. Au besoin, il ira vous rencontrer et cela, peu importe où votre entreprise est située au Québec.

Nos agents commerciaux sont des spécialistes qui sauront saisir les particularités du domaine dans lequel vous oeuvrez. Par la suite, au CRIQ, une équipe d'ingénieurs et de techniciens se pencheront sur le problème qui vous préoccupe afin de vous proposer au plus vite une solution adéquate.

Un simple coup de téléphone et vous constaterez tout de suite que le CRIQ a été conçu pour mettre à la portée de votre entreprise, qu'elle soit grande ou petite, des services taillés à sa mesure. Le CRIQ a plein d'idées qu'il veut partager avec vous. Profitez-en. Son expérience industrielle et la vôtre sauront améliorer les chances de croissance et de réussite de votre entreprise.

CRIQ CENTRE DE RECHERCHE
INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

**(514) 694-3330
Montréal**

**(418) 659-1550
Québec**



Le développement de la sociologie au Québec suit un cheminement similaire. Il y a, au temps de la Nouvelle-France, des voyageurs qui prennent des notes et fournissent des premières descriptions de la vie sociale et locale. Il y a aussi des «écrivains sociaux» — des prêtres, des journalistes — qui, souvent à la lumière de l'enseignement de l'Église, soulèvent diverses questions sociales et aussi s'interrogent sur le «devenir du Canada français». Mais l'apparition de la sociologie se situe, comme en Europe et aux États-Unis, à la fin du XIX^e siècle et coïncide avec ce qu'il est convenu d'appeler l'«entrée dans la modernité»: la sociologie en est à la fois le témoin, l'analyste et le critique. Parmi les premiers intellectuels qui s'intéressent alors aux sciences sociales et qui sont souvent des journalistes ou des fonctionnaires, nous retrouvons: F.X. Garneau, Arthur Buies, Edmond de Nevers, Érol Bouchette, Étienne Parent et Léon Gérin. Léon Gérin (1863-1951) qui réalise diverses enquêtes monographiques auprès de familles paysannes sera identifié par la suite comme le «premier sociologue québécois». Mais jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, le champ des questions sociales demeure largement monopolisé par des membres du clergé et de communautés religieuses: ceux-ci produisent une «littérature sociale» qui relève plus de la réflexion doctrinale que de l'analyse sociologique. L'École des Sciences sociales, politiques et économiques de l'Université de Montréal, fondée en 1920 par Édouard Montpetit, transmet certes, à de futures journalistes, fonctionnaires et hommes politiques, une formation de «culture générale» en sciences sociales, mais sauf dans deux secteurs plus professionnels (Relations industrielles et Service social), elle ne leur fournit pas une véritable spécialisation. De cette période, l'orientation d'un des professeurs de l'École, Arthur Saint-Pierre, qui utilise le double titre de publiciste et sociologue, est révélatrice: directeur d'un Institut de Sociologie

25 ans de sociologie québécoise

Les collectivités n'ont pas attendu l'avènement des sciences sociales et de la sociologie pour se faire une idée sur la famille, l'éducation, l'État, la société, car elles ne pouvaient s'en passer pour vivre et se développer. Mais avec les transformations économiques que connaît l'Europe au XIX^e siècle et aussi la «complication sociale» que celles-ci entraînent, les interrogations sur le fonctionnement des sociétés et les relations entre leurs membres se font plus pressantes et suscitent l'élaboration de théories générales, la mise au point de techniques de collecte d'informations au sujet des populations (recensement, statistiques, enquêtes, etc.) et le développement de nouvelles branches du savoir, les sciences sociales. Par la suite, ces disciplines se différencient (sociologie, anthropologie, etc.) et se spécialisent: objet d'une formation universitaire spécifique, celles-ci donnent accès à des postes dans l'enseignement, la fonction publique et diverses organisations. Bref, ces disciplines deviennent à la fois des sciences et des professions. Sur différents problèmes (l'intégration des immigrants, le développement des villes, le fonctionnement des organisations, la délinquance, etc.) sont réalisées de nombreuses enquêtes et analyses.

(1943), celui-ci est littéralement mobilisé par des tâches d'organisation, d'enseignement et de diffusion de la doctrine sociale de l'Église; son enseignement universitaire est le prolongement direct des responsabilités qu'il détient au titre de secrétaire de l'École sociale populaire. Le «grand» changement se produit au moment de la création, à l'Université Laval, d'une nouvelle École de Sciences sociales. La direction en est confiée à un jeune dominicain, le R.P. Lévesque: celui-ci donne à l'enseignement régulier une orientation

plus spécialisée et plus «positive» et recrute un corps professoral permanent dont plusieurs membres ont étudié dans les universités américaines. Dès 1943, l'on crée un Département de Sociologie et de Morale, et Jean-Charles Falardeau qui revient de l'Université de Chicago en prend la responsabilité. À la fois par l'orientation de l'enseignement, la nature des recherches et les engagements sociaux (dans le coopératisme et le syndicalisme, principalement) de ses professeurs, cette École exerce, à la fin des années 1940, une action

intellectuelle et sociale importante: elle apparaît à l'origine de la «Révolution tranquille».

1955: la création du Département de sociologie de l'Université de Montréal

Face aux divers changements que connaissent la société québécoise et aussi les milieux de l'enseignement, l'École des Sciences sociales, politiques et économiques, que dirige alors Esdras Minville, professeur à l'École des Hautes Études Commerciales, réagit par l'introduction de diverses modifications: élévation des normes d'admission, organisation de cours réguliers de jour, création de départements, etc. Ce n'est cependant qu'au milieu des années 1950 que se concrétisent ces efforts et qu'ils conduisent au recrutement d'un véritable corps professoral permanent en sciences sociales. L'abbé Norbert Lacoste qui, depuis 1951, est responsable de cours de sociologie à l'Université de Montréal, se voit confier, en mars 1955, la direction d'un nouveau Département de sociologie. Celui-ci s'entoure de quatre professeurs, deux d'origine canadienne (Hubert Guindon et Jacques Henripin) et de deux d'origine étrangère (S. Cassidy et P. Verdet) et puis s'assure la collaboration de Raymond Breton, Denis Szabo, Jacques Brazeau, Guy Rocher, Marcel Rioux, Jacques Dofny, etc. La nomination en 1957 de Philippe Garigue, anthropologue d'origine anglaise et professeur à l'Université McGill, au poste de doyen, entraîne une réorganisation complète des programmes d'enseignement: autonomie plus grande aux départements, création de trois baccalauréats (B.Sc.) en économie, en politique et en sociologie, ouverture de l'enseignement aux diplômés de 12^e année scientifique, etc. L'accent est mis sur l'élaboration de programmes de cours bien articulés et aussi sur le développement de la recherche. Un peu à l'image des départements universitaires nord-américains, l'enseignement et aussi la recherche acquièrent un caractère

visiblement plus scientifique, mettant l'accent sur les techniques de collecte et d'analyse statistique des données. Jusqu'au milieu des années 1960, la sociologie demeure la discipline-pivot des sciences sociales: non seulement le Département de sociologie regroupe des professeurs de diverses spécialités, mais aussi la formation qu'il offre donne accès, au niveau des études supérieures, à diverses autres spécialisations. De plus, le Département est à l'origine de nombreux départements: Sciences politiques, Démographie, Programmes d'études africaines, Centre de sondage, etc. Les années pendant lesquelles se font ces modifications à savoir les années 1960, sont celles pendant lesquelles le Département de Sociologie et aussi la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Montréal connaissent les développements les plus rapides: entre 1960-61 et 1965-66, le nombre des inscriptions passe de 379 à 1349. Le Département de sociologie réunit la cohorte la plus importante d'étu-

dians: 84 en 1961-62 et plus de 200 en 1965-66. Au plan interne, le Département de sociologie, qui est alors littéralement mobilisé par des tâches d'enseignement, se structure autour de quatre grands axes d'enseignement et de recherche: Éducation (G. Rocher), Culture et connaissance (M. Rioux), Travail (J. Dofny) et Psychologie sociale (R. Sévigny). Et en contact avec à la fois la sociologie américaine et la sociologie européenne, celui-ci cherche à offrir aux étudiants une diversité de point de vue — d'où le pluralisme — et à les initier aux débats théoriques et politiques dans une perspective d'ouverture d'esprit. Pour leur part, les membres du corps professoral maintiennent une activité de réflexion et de critique de la société — création en 1964 de la revue **Socialisme**, participation au Mouvement laïc de langue française, etc. — mais cet engagement social tend aussi à ce manifester selon des canaux plus professionnels et conduit à des activités de consultation et de participation à

des commissions d'enquête (Éducation, Bilinguisme et Biculturalisme, Arts, Santé et Bien-être, etc.). Alors que la période des années 1950 avait été celle de la critique des institutions politiques et culturelles, celle des années 1960 est celle de la réalisation des grandes réformes: la sociologie en fournit à la fois la main-d'oeuvre et les outils (enquêtes, etc.). Pour plusieurs, ce sont les «belles années de la sociologie». Cependant, la fin des années 1960, qui sont marquées par la publication d'ouvrages importants en sociologie (**Introduction à la sociologie générale**, etc.) et par la création de la revue **Sociologie et Sociétés**, est aussi une période de vive contestation: elle-même à l'origine de nombreuses contestations, la sociologie se voit aussi l'objet de contestations diverses. Plus que toute autre discipline universitaire, celle-ci est touchée par le mouvement de la contestation étudiante et, dans une moindre mesure, celui de la contre-culture.

La sociologie d'aujourd'hui

Différenciation, spécialisation, professionnalisation, autant de termes pour caractériser le développement du Québec, de diverses disciplines universitaires durant les vingt-cinq dernières années. La sociologie n'échappe pas totalement à ce mouvement: elle est devenue un savoir institutionnel indispensable à la gestion des problèmes sociaux et humains. Et l'acquisition d'une formation supérieure en sociologie donne accès à des postes non seulement dans les institutions d'enseignement, mais aussi dans les ministères gouvernementaux et dans divers organismes publics (hôpitaux, agence de services sociaux, etc.). L'activité la plus «représentative» de la sociologie demeure certes la recherche ou l'enquête mais plusieurs diplômés exercent maintenant souvent à des niveaux supérieurs, des activités d'animation, de coordination et de gestion.

Tél. : (514) 476-2510

MATAC CARGO LTÉE
CARGO LTD.

Suite 221, Édifice Fret Aérien "C"
Aéroport International de Montréal, (Mirabel), Québec, J7N 1C1

LOCATION DE BUREAU ET D'ENTREPÔT — FRET AÉRIEN
WAREHOUSE AND OFFICE RENTAL — AIR CARGO



Vos experts dans
les Laurentides

Vente et location

aussi
Chalets - fermes - terres

Ste-Adèle:	(514) 229-6666
Ligne directe / Montréal	(514) 430-3516
St-Sauveur:	(514) 227-2663
Ligne directe / Montréal	(514) 435-3616
Ste-Agathe:	(819) 326-7888
Ligne directe / Montréal	(514) 435-3654

**LOUEZ
VOTRE
PROCHAINE
AUTO**

ADEMCO LOCATION LIMITÉE

LOCATION

ADEMCO

MONTRÉAL

288-61-11

1411 RUE CRESCENT - MONTRÉAL, QUÉ.

PARAGON

(514) 527-9534

FORMULES MÉCANOGRAPHIQUES PARAGON LTÉE
2120 Sherbrooke est, Montréal, Qué. H2K 1C3

DESSINATEURS ET MANUFACTURIERS

D'imprimés administratifs

EN CONTENU OU EN LIASSES

"L'EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE"



SUCO: 20 ans

Dans ses premières années d'existence l'aide de SUCO à l'étranger se fait par le biais du monde médical et surtout par celui de l'enseignement. Son éventuelle clientèle se trouvait à l'Université, dans ses Écoles normales affiliées, dans les différents Collèges classiques qui dispensaient le baccalauréat ès arts. Il était donc normal et logique que SUCO s'intéresse à l'Université. Et l'Université s'est intéressée à lui. En lui ouvrant ses portes. En le parrainant. En acceptant sa publicité. En en faisant pour lui à l'occasion. SUCO en affiches. SUCO en conférence-midi. SUCO sur les lèvres d'étudiants promoteurs. SUCO qui a même son pied à terre permanent dans les murs de l'Université. Le message est entendu. Et bien compris. Et bien accepté. La réponse ne se fait pas attendre. On est à peine sorti du cours classique; c'est tout juste si on a fini ses lettres, si on a franchi les portes de l'École normale. L'Afrique a crié à l'aide. SUCO a offert le sien. De jeunes diplômés s'en sont faits l'écho. Comment rester insensibles à l'appel de peuples encore à essayer de satisfaire des besoins essentiels? Apprendre à lire. À écrire. À compter. Qu'importe l'inconnu et l'inexpérience. On a 20 ans. Ou moins. Un diplôme tout neuf sous le bras. La tête à l'aventure et à la nouveauté. L'enthousiasme et la générosité à la pointe du cœur. On se porte volontaire pour deux ans.

Le nouvel apport des diplômés

«L'Afrique et l'Amérique du Sud, dit Pierre Véronneau, requièrent maintenant notre aide dans le domaine de la technique, de l'organisation, de la formation. Ces peuples ont maintenant besoin qu'on les aide à prendre conscience des ressources qu'ils ont pour les utiliser à meilleur escient possible. Ils réclament des ouvriers, des techniciens, des animateurs». Comme ils ont besoin plus que jamais de médecins, d'ingénieurs, d'andalogues. Mais pas de la même façon. Non seulement a-t-on besoin de diplômés qui ont des qua-

SUCO. Service Universitaire Canadien Outre-mer. Organisme de coopération et de solidarité internationale. 1961-1981. 20 ans. À témoigner la solidarité. À l'Afrique. À l'Amérique latine. Trois mille deux cents francophones. Des noms prestigieux qui y ont été associés. Le journaliste Jean Pelletier, le scientifique Fernand Seguin, les administrateurs André Mailhot, Jean-Claude Desmarais, Paul-André Boisclair, des universitaires comme Lionel Lemay, Pierre Meunier. D'autres. Des diplômés de l'Université de Montréal. Des hommes et des femmes qui ont choisi d'oeuvrer sur place. Sur le terrain. À ras de sol. Près des problèmes et des gens. Lucien Éthier, médecine 1979 (Guinée-Bissau); Sylvie Charron, sciences nutritives appliquées 1977 (Rwanda); Jacques Phaneuf, histoire 1972 (Nissa Mozambique); Pierre Richard, sociologie 1972 (Pérou); Renée Pelletier, médecine 1978 (Guinée-Bissau). Et la liste pourrait s'allonger. Les diplômés ont toujours été présents à SUCO dans le passé. De quelle façon? Le sont-ils encore aujourd'hui? Quels types d'hommes ou de femmes acceptent encore de se porter volontaires? Pour y faire et y découvrir quoi? Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré Marie-Claire Laforce, coordonnatrice du service du financement des programmes à SUCO, Pierre Véronneau (démographie 1979) chargé de programmes à SUCO, André Mailhot (droit) directeur général de SUCO de 1968 à 1973, Louis-Henri De Lorimier, étudiant en sciences politiques et Guy Lafrenière, deux volontaires outre-mer.

lifications universitaires mais plus encore des diplômés qui exercent leur métier depuis un certain temps. Des gens qui ont de l'expérience. Des professionnels qui ont confronté la théorie à la réalité et qui ont su l'adapter. C'est ainsi que l'âge des «répondants» à SUCO a changé. Si autour des années 60 à 70, l'âge de recrutement se situait à 20 ans, aujourd'hui ce sont surtout des gens de 30 ans qui acceptent l'invitation. De jeunes diplômés... d'expérience.»

Mais comment un jeune professionnel peut-il laisser un travail rémunérateur, une position qui est en train de s'établir, une carrière souvent prometteuse, un monde matériel et culturel sécurisant? À moins justement que celui qui offre ses services à SUCO soit l'individu qui se cherche un job! Qui n'a rien à perdre. Personne à laisser et à retrouver. Ou qui est mal dans sa peau et que SUCO lui en offre une de rechange. «On s'intéresse au travail outre-mer pour toutes sortes de raisons qui varient souvent d'un individu à l'autre. Il reste que des raisons sont plus «valables», plus convaincantes que d'autres. Celui qui ne recherche que ses intérêts, qui ne cherche qu'une fuite à ses réalités, à un intérieur trouble et insupportable n'est pas un bon candidat. Comme il faut se méfier des illuminés qui ont découvert la vérité et qui désirent la porter aux coeurs et aux esprits supposément assoiffés de la connaître. Le bon candidat, enchaîne André Mailhot, c'est celui qui, dans la coopération outre-mer, ne cherche pas ses intérêts mais y trouve quand même un grand intérêt. Ce n'est pas une punition que l'individu s'inflige. Il faut qu'il y trouve une gratification. Il faut s'engager par goût».

Par goût de partir, d'enchaîner Louis-Henri De Lorimier. Par goût de voyager. Par goût de connaître d'autres mondes. Par la volonté, d'ajouter Guy Lafrenière, de se nourrir l'intérieur d'une autre façon. Par le désir de trouver un monde moins matérialisé, moins tourbillonnant, moins «productif-à-tout-prix». Et pourquoi pas, de conclure Marie-Claire Laforce, par

Claude Lamarche

altruisme, par désir d'aider.

Et voilà les premières motivations. Et quelles sont les autres critères qui permettent de choisir sans trop se tromper? «Des gens, dit André Mailhot, capables de s'intégrer facilement, qui ne «paniquent» pas devant la nouveauté et l'inconnu, des gens qui ne craignent pas de se remettre en question, des gens capables d'inventer, capables d'observer, de se taire, d'écouter. Être patients, humbles. C'est souvent tentant de donner des solutions toutes faites. Ce serait une grave erreur. On a besoin de gens qui font découvrir. Des pédagogues. Des animateurs. Des individus capables d'aimer. D'aimer beaucoup. D'aimer des gens comme ils sont». Mais ce sont des êtres exceptionnels que vous requérez. De saints hommes. Et Pierre Véronneau d'éclater de rire. «Pas des saints. Mais sûrement des êtres engagés. Des hommes et des femmes équilibrés.» Mais comment savoir que les candidats ont ces qualités. «En observant leur passé. En les regardant vivre dans leur milieu. La personne inconsciente du problème de son milieu, incapable de s'y impliquer ne le fera pas davantage outremer. L'égoïste ne devient pas altruiste parce qu'il change de décor. Ni le pessimiste, optimiste, ni le tiède, chaleureux. C'est ainsi que nos meilleurs candidats sont souvent des gens qui oeuvrent dans les syndicats, dans les CLSC, dans les comités de citoyens. Des gens habitués à se remettre en question, à conscience sociale, à partager des idées, à s'impliquer dans leur milieu, à aider les démunis.» Et l'argent dans tout cela? On entend souvent dire que les engagements outremer sont l'occasion de s'enrichir. De se payer de beaux voyages aux «frais de la princesse». De se garnir un bon compte de banque pour le retour. «SUCO, de rétorquer Marie-Claire Laforce, ne peut se permettre d'enrichir les gens. Il n'en a pas les moyens. Et ce n'est pas non plus son objectif. Le volontaire SUCO n'aura jamais à l'étranger le salaire qu'il aurait ici. Qu'il soit médecin, agronome, ingénieur. Des frais de voyages et de

soins médicaux, des frais de compensation au retour. Et un salaire convenable sur place qui permet de vivre décemment en étant un peu plus à l'aise que les autochtones. C'est tout. On ne vit pas dans une case, d'illustrer Louis-Henri De Lorimier. Ni dans une maison spacieuse. On vit dans une maison confortable.

Viser l'autonomie

Le rôle de SUCO, c'est d'aider. Et le processus est bien particulier. Au départ, ce n'est pas SUCO qui décide qui il va aider. Les gouvernements d'ici. Ni ceux de

là-bas. On n'impose pas l'aide aux populations. Il est primordial d'attendre l'appel de la population. C'est elle qui connaît ses besoins. Partir de la base. C'est un premier principe qu'il faut à tout prix respecter. Deuxième principe, aussi important que le premier: amener la population à se prendre en mains. À trouver chez elle des moyens pour régler ses problèmes, pour combler ses besoins, pour assurer son développement. L'aide de SUCO, c'est de rendre la population autonome. Le rôle de SUCO, c'est d'amener la population à être capable après un certain temps de se passer de SU-

CO. Objectif grandiose. Est-il réalisable? Est-il réalisé? «Il faut y arriver le plus souvent possible, dit Pierre Véronneau, sinon SUCO n'a plus sa raison d'être. Nous y arrivons. Avec des échecs. Avec des succès. Avec plus de réussites que d'échecs. Les budgets de SUCO sont modestes. Ainsi, s'il veut atteindre ses objectifs, doit-il s'attaquer à de petits projets. Nous avons pu réaliser des projets encourageants. Simples, sans éclat, sans déplacement coûteux de matériel extérieur. Comme ce médecin, ajoute Louis-Henri, qui avait fait venir 10 microscopes et qui avait ini-

Cette annonce ne doit pas s'interpréter comme étant une offre publique des valeurs ci-dessous mentionnées dans les provinces du Canada

UN ABRI FISCAL INTÉRESSANT!

Nouvelle émission—SODEQ
La société de développement de l'entreprise québécoise SODECOM INC.
(constituée selon les lois du Québec)

SODECOM

320 000

actions ordinaires
(sans valeur nominale)

prix: 12,50 \$

offertes jusqu'au 1^{er} mars 1982

3 façons d'économiser de l'impôt:

- ces actions sont admissibles à un régime d'épargne-actions (REA) (loi sur les impôts du Québec)
- elles peuvent aussi être placées dans un régime d'épargne-retraite (REER) et dans un régime de participation différée aux bénéfices au terme de la loi de l'impôt sur le revenu (Canada)
- et enfin elles sont admissibles au dégrèvement d'impôt selon la loi sur les SODEQ

Une économie appréciable!

Après 2 ans, un investissement de 1 000 \$ ne vous aura en fait coûté que 42 \$.

Exemple	Loi sur les SODEQ	Épargne-actions	Économie	Économie	REER	Économie	Économie	Revenu
Revenu	Économie	Taux marginal	impôt	1976 année	Taux marg	impôt	totale	(coût)
imposable	Impôt provincial	Québec	provincial		fédéral et	fédéral et		
					Québec	Québec		
20 000 \$	25% - 250	25%	250	500	45,8%	458	958	(42)

L'économie d'impôt varie selon le revenu imposable et le montant de l'investissement.

La date limite pour bénéficier de la déduction d'impôt pour l'année fiscale 1981 est fixée au 31 décembre 1981.

L'offre est faite uniquement par prospectus dont copie peut être obtenue chez un courtier en valeurs mobilières ou en retournant le coupon ci-dessous

A: La société de développement de l'entreprise québécoise SODECOM Inc.
230 est. rue Henri-Bourassa
Montréal, P.Q. H3L 1B8

Pour de plus amples informations concernant cette émission, veuillez téléphoner à (514) 382-4770 ou faire parvenir ce coupon

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Province _____
Code postal _____ Tél _____

Cette offre est soumise aux dispositions et règlements relatifs aux lois de l'impôt.

tié des infirmiers du village à s'en servir pour détecter des infections de la peau. Par la suite, ceux-ci avaient pu plus facilement faire de la médecine préventive auprès de la population. Comme cette expérience en pharmacopie qui a permis de faire des recherches auprès des guérisseurs locaux, quant au pouvoir curatif des plantes qu'ils utilisaient. Il s'en est suivi une utilisation plus rationnelle et plus efficace de l'environnement. Et que dire, souligne Pierre Véronneau, de ce projet de culture maraîchère au Rwanda. Certains avaient essayé d'initier la population «à coups de tracteurs»; on ne réussissait pas. Ce n'était pas adapté au terrain, ni aux mentalités. Un agronome de SUCO travaille à proposer aux gens la culture par attelage. Il n'y a ni chevaux, ni boeufs. Mais il y a des buffles. On peut atteler des buffles. La population est davantage susceptible d'accepter ce procédé. Elle devrait s'y sentir plus à l'aise. Elle fonctionnera à son rythme, à sa mesure. Les résultats sont moins spectaculaires, moins rapides mais plus à la portée des gens et davantage appropriés au rythme des individus, et moins bouleversant sur le plan social.» Cette expérience d'une nutritionniste qui dispense sa science à un groupe d'autochtones en leur démontrant comment certaines maladies de la population pourraient être évitées par le rejet de certains aliments, par l'adoption d'autres. Par la suite, c'étaient ces mêmes autochtones qui se chargeaient d'éduquer la population avec un langage, un style, une mentalité qu'elle comprenait. Et on pourrait multiplier les exemples d'expériences semblables où des volontaires SUCO arrivent avec patience, persévérance, sans imposer des idées ou des systèmes, sans bousculer les traditions, à faire prendre conscience à la population de tous les moyens humains et matériels dont elle dispose pour se prendre en main. Comme cette école dont une population de la Guinée-Bissau avait besoin. L'ingénieur SUCO et des ouvriers spécialisés ont initié des autochtones à la menuiserie, à la plomberie, à la ma-

çonnerie. On a fait l'inventaire des produits qu'on pouvait trouver. Les gens de la place ont pu construire leur école à un prix tellement moindre que s'ils avaient eu à importer matériaux et main-d'oeuvre.

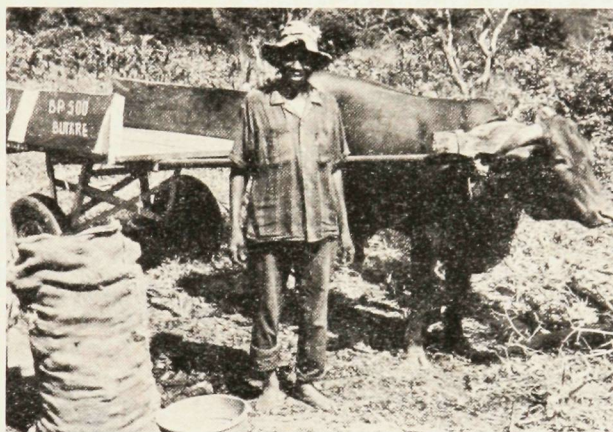
L'expérience des uns et des autres

On s'expatrie. On part pour deux ans outremer. On prend un certain temps pour s'adapter à notre nouvelle vie. On y réussit. On passe deux ans, souvent trois. Parfois 4. Et voilà qu'on revient à l'ancienne «civilisation». On revient comment? Enrichi. Appauvri? «Parfois, dit Pierre Véronneau, certaines gens reviennent déçues. Déçues de ne pas avoir réalisé les objectifs visés. Certains reviennent épuisés, malades. Mais ce sont vraiment des exceptions. La plupart reviennent satisfaits, plusieurs

avec le goût de repartir. D'ailleurs beaucoup ne se contentent pas d'un stage de deux ans. Ils s'engagent pour un an ou deux de plus». «Moi, reprend Louis-Henri De Lorimier, j'y ai redécouvert le temps. Le temps qui passe lentement, qu'on a le temps de voir. J'ai apprécié cette vie toute lente, sans être bousculé par des échéanciers. Le temps aussi de découvrir une vie intérieure que je ne soupçonnais même pas. Le plaisir de découvrir une nouvelle culture, d'autres moeurs. Le plaisir bien humain d'apprendre. Et quand je fais le bilan, je me demande si je n'ai pas reçu plus que je n'ai donné. Pourtant, j'étais parti pour donner.» «Moi, d'enchaîner Guy Lafrenière, j'ai découvert la chaleur humaine comme jamais ailleurs dans ma vie. Des gens chaleureux, qui rient facilement, des gens qui apprécient. Des hommes et des

femmes qui n'ont pas perdu leur naïveté d'enfants, encore capables de s'ébahir.» Le plaisir du travail. N'importe quel jour, n'importe quelle heure. Sans penser au repos. Et qui vient alors qu'on ne l'attend pas. Du plaisir à faire plaisir. À découvrir qu'on est utile. De la confiance qui s'installe. En soi. Dans les autres. De la solidarité qu'on redécouvre. De la gâterie matérielle qu'on n'a pas et dont on se surprend à se passer si facilement.

Claude Lamarche (lettres 64) est animateur des activités socio-culturelles et sportives au Collège des Eudistes. On a fort remarqué sa présence lors du dernier marathon international de Montréal.





IMPRIMERIE ÉTABLIE EN 1898

MAISON **ROY** LTTÉ

I M P R I M E R I E

1589 ST-HUBERT - MONTRÉAL

5 2 7 - 9 2 6 8

Marcel Perrier

PRÉSIDENT

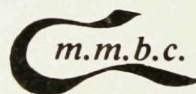
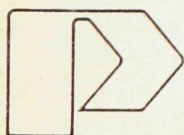


(514)-866-28-07

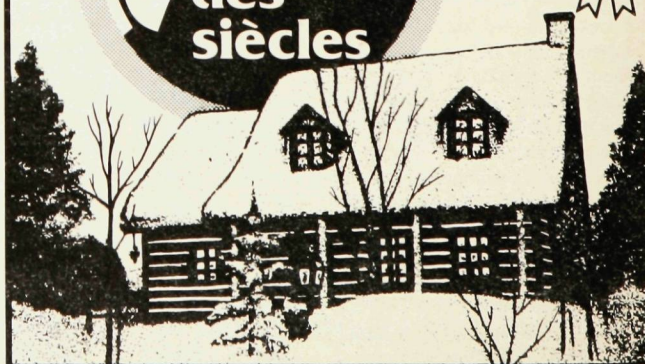
Conseil de Placement Professionnel

555 ouest, Boul. Dorchester

Bureau 1120, Montréal, Qué., H2Z 1B1

Albert Lévesque
directeur**Halifax - Toronto - Winnipeg**
Calgary - Vancouver - Edmonton**VOLVO**Vente — Pièces — Service
LOCATION À LONG TERMEAvant d'acheter ailleurs,
passez essayer une Volvo**400 Décarie, Saint-Laurent**
748-88-07*communications m.m.b.c.*
*publicitaire de***les diplômés**6965, r. Choisy, #111,
Saint-Léonard, Qué.,
H1T 2J6 (255-41-28)**J. Maxime Gaudet**
Gisèle Bertrand
Robert BergeronLES SERVICES ADMINISTRATIFS POLYGEST INC.
SERVICES COMPLETS À LA PME

- comptabilité
- analyses financières
- analyses de marché
- analyses d'implantation commerciale
- gestion et placement-médias

LOUIS GRENIER 677-6387POLYGEST INC.
1850 Ste-Hélène, Longueuil J4K 3T1**MAISONS
D'AUTREFOIS
DU QUÉBEC
INC.****FABRICANT ET
CONSTRUCTEUR
DE MAISONS
PIÈCES
SUR PIÈCES****la
maison
qui dure
des
siècles**

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUER SANS FRAIS À:

1-800-567-6751

Demandez Denis Piché (sciences 70)

le carnet

des Diplômés
de l'Université de Montréal

M. Germain Perreault, membre associé (HEC), président du Conseil et président du comité de direction de la Banque Nationale du Canada, a été nommé officier de l'Ordre du Canada.

30 M. Roland Chagnon (HEC) a été nommé président de l'exécutif de Lallemand Inc.

45 L'hon. Jean-Marie Brassard (droit) a été nommé juge à la Cour supérieure de Montréal. Au moment de sa nomination, M^e Brassard était associé à l'étude Martel, Brassard et Cantin.

M. Roma Hains (pédagogie) a été élu député du comté de St-Henri lors de la dernière élection provinciale. Nous l'avions malencontreusement omis de notre liste de députés-diplômés, lors du numéro mai-juin de la revue.

49 M. Noël Pérusse (philosophie) a été nommé vice-président, relations extérieures, d'Imasco Limitée.

50 M^e Paul-André Crépeau (droit), directeur de l'Institut de droit comparé à l'Université McGill, a été nommé officier de l'Ordre du Canada.

52 M^e André Quesnel (droit) a été élu premier conseiller du Barreau de Montréal. M^e Quesnel est associé de l'étude Quesnel, Brunelle et Bertrand.

54 Lors de son dernier congrès annuel, l'Association canadienne des radiologistes a décerné au **Dr Paul Roy** (médecine) un certificat spécial de Mérite pour l'ensemble de sa contribution aux sciences radiologiques.

55 M. Jean Martucci (théologie) a été nommé délégué du Québec à Milan, en Italie.

56 M. Gérard Gareau (HEC) devient administrateur auprès du Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation (CADRE).

57 M. Patrick Guay (médecine vétérinaire), professeur titulaire à la Faculté de médecine vétérinaire de l'U. de M., a été élu président de l'Association canadienne des vétérinaires.

M. Georges Lafond (HEC), c.a., trésorier d'Hydro-Québec depuis 1968, a été nommé vice-président Finances de l'entreprise.

58 M. Robert Matteau (HEC), vice-président de Florido Matteau Inc., courtiers en valeurs mobilières, a été nommé au Conseil d'administration de Via Rail Canada Inc.

M. Richard Mineau (droit et membre associé HEC), associé-directeur national de Price Waterhouse et de Mineau, Allard, Mantha et associés, a été nommé vice-chairman, services de consultation en administration, de Price Waterhouse International. Il aura son bureau au siège social de la société à Londres, en Angleterre.

59 M. Claude Bruchési (arts, philosophie 60) a été nommé président général de la Fondation Jean-Paul II d'Amérique qui a pour mission de s'occuper des oeuvres spéciales du Saint-Père dans toute l'Amérique. M. Bruchési a aussi été nommé par le pape Jean-Paul II, commandeur de l'Ordre pontifical de St-Grégoire-le-Grand. Soulignons enfin que M. Bruchési est maintenant conseiller spécial au Secrétariat d'État du Canada.

M^{me} Gladys Pagé (physiothérapie, sciences biologiques 75 et 78) a été nommée par l'Office des professions du Québec au poste d'administrateur au Conseil général du Barreau pour l'exercice 1981-1982.

60 M. Jean-Claude Roy (polytechnique) a été nommé directeur Distribution à la vice-présidence Clientèle et Régions d'Hydro-Québec.

61 Marthe Lépine (HEC) exposait ses oeuvres les plus

récentes à la Galerie Splash, d'Ottawa, au cours de l'été. Ces oeuvres étaient regroupées sous le thème «Des reflets tout autour de nous».

62 M. Jean-Claude Lalan (polytechnique) a été nommé président et directeur général de la Corporation Telcomex Ltée et vice-président (ingénierie) de la Corporation Civitas Ltée.

63 M. Daniel Forthomme (ophtométrie), professeur à l'École d'ophtométrie de l'U. de M., a reçu son grade de Ph.D. (pathologie) de l'Université au printemps dernier. La thèse de doctorat du professeur Forthomme portait sur la perméabilité des capillaires rétiens dans l'hypertension systémique expérimentale chez le rat.

64 M. Guy Joron (arts), ministre de l'Énergie de 1976 à 1979, a été nommé au Conseil d'administration d'Hydro-Québec.

M. Marc Moore (mathématiques), professeur titulaire au Département de mathématiques appliquées de l'École Polytechnique, assume depuis le premier juin 1981 la direction de ce département.

M. Bertin Nadeau (HEC) président et chef de la direction de la Société Nadeau Ltée et de ses filiales, dont Casavant Frères Ltée, a été élu président du Conseil d'administration de l'École des Hautes Études Commerciales.

65 M. Robert Savoie (mathématiques) a récemment été nommé directeur du personnel pour tout le Québec des Ciments du St-Laurent. Rappelons que M. Savoie a été président de l'Association des Diplômés et qu'il est membre du Conseil de l'Université.

M. Gilbert Verveat (HEC), f.c.g.a., a été élu président de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, le 6 juin dernier.

66 M. André J.R. Boudreau (sciences) a été nommé conseiller principal et responsable

des services conseils en gestion, auprès du secteur des affaires sociales, chez Drouin, Paquin et associés.

M^e Ronald Montcalm (droit) membre du bureau d'avocats Lafleur, Brown et De Grandpré de Montréal, a été nommé au Conseil d'administration de Téléglobe Canada.

68 M. Walter S. Tomenson jr., (arts) a été nommé vice-président sénior de la société Marsh et McLennan à New York.

69 M^e Raymond Bachand (droit) a obtenu son D.B.A. de l'Université Harvard. Sa thèse portait sur les Conseils d'administration des sociétés de la couronne au Canada et au Québec.

70 M^e Nicole Trudeau-Bérard (droit) devient vice-présidente de la Commission des droits de la personne. M^{me} Trudeau-Bérard était jusqu'à tout récemment Secrétaire général adjoint de l'U. de M.

M. Jacques Deguisse (polytechnique) se joint à l'équipe des services et approvisionnements de la Ville de Montréal.

M^{me} Gisèle Painchaud (sciences politiques, sciences de l'éducation 78) a été élue en juin dernier présidente de l'Association canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes. Elle a également été nommée vice-doyen à la recherche à la Faculté des sciences de l'éducation de l'U. de M.

72 M. Claude Désy (HEC) s'est joint récemment à l'étude Martineau Walker, avocats. M. Désy est comptable agréé, avocat et détient une maîtrise en fiscalité.

M. Pierre Levasseur (dé-mographie) a été nommé membre du Conseil national du bien-être social, un organisme dont le mandat est de conseiller le ministre sur des questions relatives au bien-être social des Canadiens.

76^e M^{re} Michel Bissonnet (droit) a été élu député du comté de Jeanne-Mance, lors de la dernière élection provinciale. Nous avons malencontreusement omis son nom de la liste des députés-diplômés lors du dernier numéro de la revue.

M. Gérard Bozet (HEC), M.B.A., a été nommé directeur de la distribution à la Brasserie Molson du Québec.

77^e M^{re} Larry J. Behar (droit), qui pratique sa profession à Fort Lauderdale (Floride), a été élu président du Club Richelieu de Hollywood-Fort Lauderdale.

78^e M^{re} Pierre Quesnel (droit), a été nommé secrétaire général et directeur du contentieux de Alliance Blindée Ltée, entreprise québécoise spécialisée dans le transport d'argent.

79^e M^{re} Lionel-Alain Dupuis (droit), a été nommé au Service diplomatique du ministère des Affaires extérieures du Canada. M. Dupuis prenait son poste le premier juin dernier à la Direction de l'Amérique latine.

Décès

27^e M. René Delisle (HEC) est décédé le 7 février dernier.

37^e M. J.-Gérard Fournier (HEC) est décédé le 10 avril 1981.

39^e M^{re} Marcel Cadieux (droit), ambassadeur du Canada dans plusieurs pays, est décédé récemment.

40^e M^{re} Benoit Godbout (droit) qui était au ministère de la Justice à Ottawa, est décédé.

50^e M^{re} Jean Boulanger (droit), vice-président Administration d'Hydro-Québec, est décédé le 14 juillet des suites d'un accident de la circulation, survenu le 1^{er} juillet.

63^e M. André Larose (pharmacie) est décédé à l'âge de 42 ans, le 18 juin 1981.

Naissances

68^e Félicitations à M. André A. Lafrance, (histoire et sciences de l'éducation 75) ainsi qu'à son épouse le **D^r Michèle Ouellette** (médecine 74) à l'occasion de la naissance d'une fille prénommée Pascale. M. Lafrance est le président du Conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal.

73^e M^{re} Hélène Dumont (droit) vice-doyen aux études de premier cycle de la Faculté de droit de l'U. de M., a donné naissance à un garçon, le 2 juin 1981.

Félicitations à **Luc et Ginette Hétu** à l'occasion de la naissance de leur fils Antoine, né le 23 juillet dernier. M. Hétu est le rédacteur-pigiste de la revue «les Diplômés».

La revue «les Diplômés» publie toutes les mentions concernant les nominations, promotions, mariages, naissances, décès et autres événements se rapportant aux diplômés de l'U. de M. On peut communiquer ces informations au secrétariat de l'association en écrivant à la revue «les Diplômés», 2910 boul. Édouard-Montpetit, bureau no 3, Montréal H3T 1J7 (tél.: 343-62-30).



Centraide



L'Institut national canadien pour les aveugles

consortium
office des grands crus inc.
gilcarvin inc.

Une gamme sélectionnée de grands vins français, notamment, le BEAUJOLAIS NOUVEAU (à réserver dès maintenant).

4555 Old Orchard, Montréal, Qué. Canada H4A 3B8

Tél.: (514) 484-7353
484-4418
Télex: Gilcarvin 055-66481

les services ménagers roy itée

ENTRETIEN D'ÉDIFICES



jean-yves roy
vice-président

2073 rue papineau
montréal, (québec) H2K 4J5
tél.: 524-1126



CENTRE DE FORMATION ET DE CONSULTATION

897, chemin Sainte-Foy,
Québec, Qué. G1S 2K7
Téléphone: (418) 687-3737

3689, rue St-Hubert,
Montréal, Qué. H2L 3Z9
Téléphone: (514) 526-9405

diplômés-auteurs

Indexation générale et comparée des lois municipales

Charles Codebecq

Droit 30
Charles Codebecq
292 pages 20\$

Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qu'intéresse le système municipal au Québec et vise à leur épargner du temps, des recherches et du travail. L'objectif est de chapeauter sous une même appellation les références à la loi sur les Cités et Villes, au Code municipal et aux lois connexes afférentes à ces sujets. L'ouvrage comprend une table alphabétique des lois connexes traitant de sujets municipaux, une indexation générale et comparée, l'indexation des lois connexes ainsi qu'une table alphabétique de diverses rubriques.

Le modèle de Dorothy Johnson — Une approche comportementale aux soins infirmiers

Judy Grubbs

Traduction de Louise Chartier
Sciences infirmières 68 et Sciences de l'éducation 73
Éditions Prolingua 8,75\$

Ce volume sur le modèle de Dorothy Johnson veut pallier l'absence de version française concernant cette théorie dans la documentation sur les soins infirmiers. Il devrait, de fait, inciter nombre d'infirmiers et infirmières à adopter cette approche comportementale au cours de leur pratique professionnelle.

Répertoire des auteurs contemporains de la région De Lanaudière

Réjean Olivier

Arts 60, Bibliothèque 61 et 65
Société nationale des Québécois De Lanaudière/Éditions Pleins Bords
320 pages 15\$

Ce répertoire regroupe des renseignements biographiques et bibliographiques fournis par 153 auteurs de la région De Lanaudière, parmi lesquels on retrouvera des auteurs connus comme Soeur Berthe ou Bertrand Vac, Réjean

Ducharme, Jacques Dufresne, Gustave Lamarche, Rina Lasnier, Maurice Lebel, Jovette Marchessault, René Pageau, Georges Perras, Mia Riddez, Guy Rocher et Yves Thériault. On y retrouve aussi des renseignements sur des auteurs moins connus, mais à connaître.

Le travail de compilation a été exécuté par M. Réjean Olivier, directeur de la bibliothèque au Collège de l'Assomption. Une photo de chaque auteur ainsi que sa signature accompagnent les textes.

Interventions stratégiques en santé mentale de l'enfance

Simon Richer

Médecine 57
Gaëtan Morin, éditeur
320 pages

L'intervention de santé mentale avec l'enfant et la famille a beaucoup profité des recherches récentes sur le développement normal et pathologique, et des expérimentations de praticiens de plusieurs écoles théoriques et techniques. En pédopsychiatrie, la combinaison de ces différentes voies d'interprétation des troubles et des moyens pour favoriser des reprises de développement constitue un éclectisme éclairé qui a inspiré la pratique de l'auteur au cours des vingt dernières années. Ce livre présente une synthèse du savoir actuel en pédopsychiatrie, du savoir-faire approprié aux situations cliniques de la pratique courante, du savoir-dire et du savoir-écouter permettant de rejoindre des clients de toutes classes d'âge et de tous niveaux socio-culturels.

L'histoire de la paroisse de St-Cuthbert

Florian Aubin, prêtre-curé

Théologie 47
Le Comité du livre de St-Cuthbert
824 pages 20\$

Ce volume, illustré de 800 photos, est en fait l'histoire de la région berthelaise à travers l'évolution de ses paroisses-mères (Champlain, l'Île Dupas, Berthier) et les

paroisses-filles démembrées de St-Cuthbert (St-Barthélemy, St-Edmond et St-Viateur). Un chapitre est aussi consacré aux quatre seigneuries qui étaient reliées au territoire de la paroisse de St-Cuthbert. Il y est également question d'émigration aux U.S.A. au Manitoba et dans le nord-ouest québécois ainsi que du presbytère de St-Cuthbert, maintenant classé comme monument historique.

Signalons que ce volume est disponible au presbytère de St-Cuthbert, comté de Berthier, J0K 2C0 (tél.: 514-836-32-56)

Va te faire soigner, t'es malade!

Louise Guyon, *Anthropologie* 68
Roxane Simard, *Psychologie* 70
Louise Nadeau, *Psychologie* 73

Éditions internationales Alain Stanké
158 pages 9,95\$

«**Va te faire soigner, t'es malade!**»: c'est ce que des milliers de Québécoises se font dire tous les jours, tantôt par leur conjoint, tantôt par leur médecin, tantôt par leurs enfants, tantôt par leurs voisines. Et c'est ce qu'elles se répètent pour se convaincre qu'elles ont besoin d'aide.

Ce livre est le parcours de femmes, à travers leur vécu social et psychologique, tel que décrit par trois femmes qui se disent à la fois participantes et spectatrices.

«**Va te faire soigner, t'es malade!**»: c'est la normalité ou la folie telle que définie par les dogmes de la santé mentale. C'est aussi le prix que les femmes ont à payer et à repayer pour être perçues comme normales.

Cahiers d'histoire

Revue publiée par les étudiants du Département d'histoire de l'Université de Montréal. Les **Cahiers d'histoire** sont disponibles au Secrétariat du Département d'histoire de l'U. de M., au local 6128 du Pavillon Lionel Groulx, ainsi qu'au Centre de documentation du Département (local 6141).

«Les Cahiers d'histoire sont issus de la constatation que la production historique à l'Université de Montréal est considérable. Recherches, thèses, travaux de session, interventions de colloques, exposés de séminaire, notes de lecture constituaient un effort de réflexion dont l'intérêt pouvait dépasser la raison immédiate de leur élaboration. Pourtant ce labeur se déployait dans un état d'isolement et de cloisonnement fâcheux autant pour l'étudiant qui s'y consacrait que pour les autres étudiants d'histoire et pour le milieu universitaire et social. Les idées, la science, sont un produit essentiellement collectif et ne peuvent s'épanouir que dans un contexte favorable à l'échange et à la communication.» Au sommaire du premier numéro, paru au printemps 1981, on peut lire plusieurs textes sur l'oeuvre et l'influence de Maurice Séguin, un article sur la perception du tatouage et l'écriture des «Indiens» septentrionaux par le Père Joseph-François Lafitau, une entrevue avec Louis Michel, un article de Lucia Ferretti sur le système de Gramsci, ainsi que les mémoires et thèses en cours au Département d'histoire concernant l'Antiquité et le Moyen-Âge.

Le deuxième numéro de cette revue, qui paraîtra dès cet automne, présentera un dossier sur l'Amérique noire, un article de Bernard Chavance sur la nature du système soviétique, un texte de Gérard Boismenu s'intitulant «Vers une redéfinition des lieux d'exercice du Pouvoir d'État au Canada», une entrevue avec l'historien Michel Brunet ainsi qu'une présentation des mémoires et thèses en cours au Département concernant l'histoire du Canada.

Règlements généraux

Le Conseil d'administration de l'Association des Diplômés de l'Université de Montréal adoptait, le 12 juin dernier, de nouveaux règlements généraux pour l'Association. Ces règlements, que nous vous présentons, devront toutefois être approuvés par l'assemblée générale des membres de l'Association qui se tiendra le 28 octobre 1981, au salon Viger A/B de l'hôtel Château-Champlain, 1 Place du Canada, à midi trente.

Règlement numéro un Nom, bureau et sceau de l'association

ARTICLE 1 - Nom

La présente association est légalement constituée en corporation sans but lucratif par lettres patentes données le 14 juin 1934 et enregistrées le 15 juin 1934 selon la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, sous le nom «Les Diplômés de l'Université de Montréal».

ARTICLE 2 - Siège Social

Le siège social de l'Association est situé dans la ville de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

ARTICLE 3 - Sceau

Le sceau de l'Association est de forme circulaire et porte le nom de l'Association et l'année de sa constitution. Le secrétaire en a la garde et nul ne peut s'en servir sans l'autorisation du président ou du Conseil d'administration qui, par résolution, peut autoriser tout administrateur, officier ou autre dirigeant de l'Association à apposer le sceau de l'Association sur tous documents au besoin.

ARTICLE 4 - Rôles de l'Association

1. Grouper en association, aux conditions déterminées par les règlements, les anciens élèves de l'Université de Montréal et de l'ancienne section de Montréal de l'Université Laval, ainsi que les écoles affiliées ou annexées;
2. Unir, coordonner et organiser les efforts de ses membres dans un but de solidarité et de rayonnement universitaire;
3. Organiser et donner des causeries, conférences et diners-causeries, causeries radiophoniques;
4. Créer et organiser des salles de lecture, bibliothèques et diverses organisations d'étude pour développer le progrès intellectuel et physique de ses membres, ainsi qu'un bureau de placement pour ses membres;

5. Solliciter, percevoir, recevoir et accepter des dons, contributions, souscriptions et legs;
6. Au moyen de bourses, dons, prêts ou autrement, encourager et aider, dans des buts sociaux, intellectuels et dans tout autre but jugé utile, toute personne, institution ou corporation que l'Association jugera à propos;
7. Publier ou faire publier des livres, revues, bulletins, tracts et autres imprimés.

ARTICLE 5 - Pouvoirs

- À ces fins, l'Association peut:
- a) acquérir par achat, location ou autrement, posséder et exploiter des biens meubles et immeubles, ces derniers n'excédant pas la somme de cent cinquante mille dollars (150 000\$);
 - b) passer des contrats avec toute personne, corporation, raison sociale ou société, poursuivre et être poursuivie, procurer, acquérir, avoir, posséder et détenir par achat, bail, donation, testament, legs ou autrement des biens mobiliers, immobiliers et mixtes, louer ces biens, en retirer des revenus, les administrer, vendre, échanger, céder ou autrement aliéner et en disposer;
 - c) contracter des emprunts sur le crédit de l'Association, émettre des obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et aux conditions jugés convenables;
 - d) hypothéquer, nantir et mettre en gage les biens meubles et immeubles de l'Association en garantie d'emprunts ou de dettes et engagements;
 - e) tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des lettres de change, billets promissoires, chèques, et autres effets de commerce;
 - f) faire des règlements et statuts pour l'admission et l'expulsion des membres et, en général, pour sa gouverne et la poursuite de ses objets, avec pouvoir d'ajouter à ses règlements, de les amender, les changer ou les abroger en tout ou en partie, quand et comme il sera jugé à propos;
 - g) choisir parmi les membres un conseil d'administration dont le nombre de membres est déterminé par les règlements;
 - h) choisir des officiers dont le nombre et les fonctions sont déterminés par les règlements.

ARTICLE 6 - Interprétation

À moins que le texte ne le requiert autrement, ces règlements généraux ainsi que tout règlement, proposition et résolution de l'Association s'interprètent de la façon suivante:

- a) les mots «Association» ou «Corporation» désignent «Les Diplômés de l'Université de Montréal»;
- b) le mot «diplômé» désigne l'ancien étudiant d'une faculté ou école à qui, après études faites dans telle faculté ou école, l'Université de Montréal a

décerné un baccalauréat, une licence, une maîtrise, un diplôme d'études supérieures ou un doctorat; le mot «professeur» désigne les membres du personnel académique ou enseignant des facultés ou écoles; les mots «facultés» ou «écoles» désignent les facultés de l'Université de Montréal, les écoles affiliées ou annexées à l'Université de Montréal, les spécialités relevant de ces facultés, écoles affiliées ou annexées et reconnues par le Conseil d'administration;

- e) l'expression «assemblée générale» désigne l'organisme possédant le pouvoir ultime de décision au sein de l'Association et est formée de tous ses membres. L'assemblée générale est annuelle ou spéciale. Son rôle est d'approuver les états financiers, de se prononcer sur des questions litigieuses, d'approuver les règlements généraux, de modifier le nom ou le siège social;
- f) les mots «Conseil» ou «les administrateurs» désignent le conseil d'administration et vice versa;
- g) les mots «bureau de direction» désignent le comité exécutif au sens de la Loi;
- h) le mot «président» désigne le président du conseil d'administration et du bureau de direction;
- i) le mot «officier» signifie le président, les vice-présidents, le secrétaire ou le trésorier;
- j) l'expression «lettres patentes» comprend toutes lettres patentes supplémentaires;
- k) le mot «résolution» désigne toute proposition dûment appuyée et adoptée dans la proportion requise par l'organisme compétent concernant les activités de l'association;
- l) les mots «Loi» ou «Loi sur les compagnies» désignent la Loi sur les compagnies du Québec. Toute référence à cette loi ou à un article de cette loi comprend les modifications et autres changements apportés à cette loi;
- m) le singulier comprend le pluriel et le pluriel comprend le singulier;
- n) le mot «personne» comprend société, compagnie ou corporation;
- o) le masculin comprend le féminin.

Règlement numéro deux Membres

ARTICLE 1.01 - Catégories de membres

Les membres de l'Association sont de trois catégories:

- a) les membres titulaires;
- b) les membres adhérents;
- c) les membres honoraires.

ARTICLE 1.02 - Membres titulaires

Les membres titulaires sont les diplômés au sens du présent règlement.

ARTICLE 1.03 - Membres adhérents

Sont admis à titre de membres adhérents, les anciens étudiants qui pendant au moins l'équivalent d'une année académique ont poursuivi des études ou des recherches dans l'une des facultés ou écoles.

ARTICLE 1.04 - Membres honoraires

Le Conseil peut, en adoptant une résolution à cet effet par les deux tiers des membres présents à toute assemblée, admettre à titre de membres honoraires:

- a) le détenteur d'un diplôme honorifique à lui décerné par l'Université de Montréal;
- b) toute personne à la discrétion du Conseil vu l'intérêt qu'elle porte aux questions universitaires ou éducatives.

Nonobstant ce qui précède, toute décision du Conseil prise dans l'application du présent article, n'a d'effet que sur acceptation écrite de la personne ainsi déclarée membre honoraire.

Un membre honoraire peut à la fois être membre titulaire ou adhérent mais il n'a, en sa seule qualité de membre honoraire, aucun droit de vote à l'assemblée générale et ne peut être élu au poste d'administrateur quoiqu'il puisse prendre part aux délibérations de toute assemblée des membres.

ARTICLE 2 - Cotisations

Le Conseil peut fixer chaque année le montant et les modalités de paiement de la cotisation annuelle exigible des membres, de même que de toute cotisation spéciale dont les circonstances exigent l'imposition.

ARTICLE 3 - Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des membres de l'Association a lieu chaque année au siège social de l'Association ou à tout autre endroit au Québec, à la date et à l'heure que les administrateurs ou, à leur défaut, tout officier, pourront de temps à autre déterminer.

ARTICLE 4 - Assemblée générale spéciale

Une assemblée générale spéciale peut être convoquée en tout temps par résolution du Conseil d'administration ou sur l'ordre du président, d'un vice-président ou du secrétaire; une telle assemblée générale spéciale des membres doit être convoquée à la requête de vingt-cinq (25) membres titulaires. La requête doit indiquer en termes généraux ce sur quoi portera la discussion de l'assemblée demandée, être signée par les requérants et être déposée au siège social de l'Association.

Suite à l'adoption d'une telle résolution ou à la réception d'une telle requête, il incombe au président, et/ou au secrétaire de convoquer l'assemblée conformément aux règlements et aux termes de la résolution ou de la requête. En cas de défaut, tout administrateur peut convoquer une telle as-

semblée ou celle-ci peut être convoquée par les membres eux-mêmes conformément à et sous réserve de la Loi.

ARTICLE 5 - Avis de convocation

L'avis de convocation de toute assemblée générale des membres de l'Association est donné et signé par le secrétaire au moyen d'un avis signifié par lettre ou publié dans le bulletin d'information de l'Association et adressé aux membres dont les noms et adresses figurent sur les listes de l'Association, ou publié dans la presse. Cet avis doit être déposé à la poste, ou publié dans la presse, au moins dix (10) jours francs avant la date fixée pour l'assemblée générale annuelle et au moins cinq (5) jours francs avant la date fixée pour l'assemblée générale spéciale.

Cet avis doit mentionner l'endroit, la date et l'heure de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour.

Les irrégularités dans l'avis de convocation ou dans sa signification, et le fait qu'un membre ne reçoive pas l'avis n'affectent en rien la validité des procédures à une assemblée des membres.

ARTICLE 6 - Quorum

Le quorum à toute assemblée générale est fixé à vingt (20) membres titulaires. Au cas où l'assemblée ne réunirait pas le nombre voulu pour former le quorum après convocation régulièrement faite, les membres présents doivent remettre l'assemblée à une date ultérieure. Une nouvelle convocation doit être faite et dans ce cas, les membres présents à la seconde assemblée peuvent délibérer valablement quel que soit leur nombre, à condition que cette nouvelle convocation fixe cette seconde assemblée au moins sept (7) jours francs après la première assemblée où le quorum n'a pas été réuni.

ARTICLE 7 - Droit de vote

Dans toute assemblée générale, seuls les membres titulaires ont droit de vote et chacun n'a droit qu'à un seul vote. Le vote par procuration n'est pas valide.

Tout membre titulaire de l'Association peut demander le vote sur toute question considérée par l'Assemblée; en cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée redemande le vote et au cas d'un second partage égal des voix, le président de l'assemblée a un droit de vote prépondérant.

Sauf s'il en est autrement prescrit par la Loi, les lettres patentes ou tout autre règlement de l'Association, tout vote peut être pris à main levée à toute assemblée des membres de l'Association à moins que le vote par rangée ou le vote secret ne soit demandé.

ARTICLE 8 - Président d'assemblée

Chaque assemblée générale des membres est présidée par le président de l'Association. En son absence, les membres présents choisissent un membre titulaire parmi eux pour occuper les fonctions de président de cette assemblée, le tout conformément à la Loi.

ARTICLE 9 - Secrétaire

À chaque assemblée générale, le secrétaire de l'Association ou un membre

désigné par l'assemblée agit comme secrétaire de l'assemblée.

ARTICLE 10 - Résolution

Toutes les propositions ou résolutions des membres doivent être adoptées par les membres réunis en assemblées dûment convoquées.

Règlement numéro trois Conseil d'administration

ARTICLE 1 - Nombre d'administrateurs

Le Conseil d'administration est composé:

- a) de douze (12) membres dont au moins six (6) sont élus le dernier mercredi d'avril de chaque année, au cours d'une assemblée générale spéciale des membres, tenue pour fins d'élection, laquelle n'est pas tenue si les candidats sont tous élus par acclamation;
 - b) du président sortant lequel est automatiquement membre du Conseil;
 - c) d'un délégué du Conseil d'administration de l'Université de Montréal et nommé par celui-ci;
 - d) d'un professeur suggéré par l'Université et accepté par le Conseil.
- Le Conseil d'administration ne peut compter plus de trois (3) membres de la même faculté ou école.

ARTICLE 2 - Éligibilité

Tout membre titulaire de l'Association est éligible comme membre du Conseil d'administration en autant qu'il se conforme au processus d'élection prévu.

ARTICLE 3 - Durée des fonctions

Tout membre du Conseil d'administration entre en fonction le premier jour de juin suivant son élection pour un mandat de deux (2) années, sous réserve de ce qui est prévu à l'article 9 du présent règlement.

Chaque administrateur élu demeure en fonction jusqu'à l'élection de son successeur sauf en cas de démission de sa part, ou si son poste devient vacant par décès, ou s'il est démis de ses fonctions tel que prévu par les présents règlements généraux.

ARTICLE 4 - Élection

Lorsque l'assemblée générale spéciale des membres est tenue pour fins d'élection, le vote au scrutin secret est obligatoire pour l'élection des administrateurs de l'Association.

ARTICLE 5 - Pouvoirs généraux du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a la direction générale des affaires de l'Association; il décide de toute question se rapportant aux biens de l'Association, autorise les dépenses à encourir, détermine la procédure, les modalités, la façon et tous les autres détails de mise en nomination

et d'élection des représentants des membres titulaires diplômés des facultés ou écoles au conseil, et en général, exerce tous les droits et pouvoirs de l'Association, le tout sous réserve des dispositions à ce contraire des présents règlements généraux.

Le Conseil d'administration peut former des commissions dirigées par un membre titulaire pour exécuter et coordonner les activités de l'Association.

Le Conseil d'administration doit former les comités prévus aux présents règlements; il peut aussi former tout autre comité qu'il juge utile.

Nonobstant la découverte ultérieure de l'absence de qualification ou de quelque irrégularité que ce soit dans l'élection du Conseil d'administration ou d'une personne agissant comme administrateur, tant et aussi longtemps que son successeur n'aura pas été dûment élu ou nommé, les actes posés par toute assemblée du Conseil d'administration ou telle personne agissant comme administrateur sont aussi valides et lient l'Association autant que si l'élection avait été régulière, ou le Conseil d'administration ou cette personne dûment qualifiée.

ARTICLE 6 - Assemblée et avis

Immédiatement après l'élection de membres au Conseil d'administration, le président en fonction doit convoquer une assemblée du Conseil d'administration aux fins d'élire ou de nommer les officiers, membres du bureau de direction de l'Association, et de transiger toute autre affaire dont l'assemblée peut être saisie. Cette première assemblée du Conseil d'administration doit se tenir dans les vingt et un (21) jours suivant l'élection.

Le Conseil d'administration peut de temps à autre par résolution, pourvoir à la tenue d'assemblées régulières du Conseil d'administration, avec ou sans avis de convocation, à tout endroit, au Québec ou ailleurs, que pourra déterminer telle résolution.

Toute assemblée des administrateurs convoquée autrement qu'en conformité avec les dispositions de cet Article 6 qui précède, est une assemblée spéciale.

Des assemblées spéciales du Conseil d'administration peuvent être convoquées par le président, tout vice-président, le secrétaire ou sur l'ordre de trois (3) administrateurs. Un avis de convocation de telles assemblées, en spécifiant l'endroit, la date, l'heure et l'ordre du jour de cette assemblée, doit être signifié par un message à chaque administrateur, tel avis devant être laissé à sa résidence ou à sa place d'affaires ordinaire ou mis à la poste dans une enveloppe affranchie par poste re-

commandée ou télégraphié ou câblé à chaque administrateur à leur adresse respective telle qu'elle apparaît aux livres de l'Association au moins (3) jours avant la date fixée pour cette assemblée.

Le président, tout vice-président ou le secrétaire de l'Association peut, à sa seule discrétion, décider que la convocation d'une assemblée des administrateurs est urgente que, dans une telle éventualité, il pourra donner avis de la convocation d'une telle assemblée aux administrateurs par téléphone ou télégramme pas moins de douze (12) heures avant la tenue de l'assemblée et tel avis de convocation suffira pour l'assemblée ainsi convoquée.

ARTICLE 10 - Destitution et démission

Le Conseil peut démettre de ses fonctions tout membre du Conseil qui s'absente, sans raison acceptée par le Conseil, de trois (3) assemblées. Il en est de même pour tout membre du bureau de direction absent de trois (3) assemblées.

Tout administrateur peut démissionner de sa charge en donnant un avis au Conseil. Telle démission prend effet à compter du jour qui y est mentionné ou à défaut de telle mention, à la date fixée par le Conseil. Le secrétaire doit aviser le Conseil de telle démission aussitôt que possible et le Conseil procède alors à remplir la vacance créée par telle démission.

ARTICLE 11 - Observateurs

Toutes les assemblées du Conseil d'administration sont publiques et tout membre de l'Association peut y assister en tant qu'observateur.

Le président de l'assemblée peut lorsqu'il le juge opportun, permettre à toute personne d'intervenir ou de participer aux débats.

Cependant, le huis clos peut être ordonné par le président de l'assemblée de son propre chef ou, à la demande d'un administrateur. Cet ordre peut être renversé par la majorité des administrateurs présents votant contre l'ordonnance, si le vote est demandé par l'un des administrateurs.

Règlement numéro quatre Les officiers

ARTICLE 1 - Les Officiers

Les officiers exécutifs de l'Association sont le président, deux vice-présidents, le trésorier et le secrétaire, et ils sont élus ou nommés par le Conseil d'administration lors de sa première réunion suivant l'assemblée générale spéciale des membres tenue pour fin d'élection du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut toujours, de temps à autre, élire ou nommer tout autre officier exécutif afin de combler tout poste laissé vacant par un officier exécutif destitué, démissionnaire ou décédé.

Tous les officiers exécutifs de l'Association demeurent en fonction jusqu'au

choix de leurs successeurs, sous réserve de destitution, tel que prévu par les règlements de l'Association.

Tous les officiers exécutifs de l'Association doivent remplir en plus des charges et devoirs qui leur sont assignés par les règlements de l'Association, toute autre tâche qui peut de temps à autre, leur être imposée par le bureau de direction.

Une même personne ne peut cumuler plus d'une fonction. Chacun des officiers exécutifs de l'Association doit être un administrateur de l'Association.

ARTICLE 2 - Le Président

Le président est choisi par le Conseil d'administration de l'Association. Il préside toutes les assemblées des membres et toutes les réunions du bureau de direction. Il est l'officier exécutif en chef de l'Association et si aucun directeur général n'est nommé ou n'est en fonction, le président exerce la surveillance et le contrôle général des affaires de l'Association.

Le président fait partie d'office de tous les comités ou commissions créés par le Conseil d'administration.

ARTICLE 3 - Les Vice-présidents

Les vice-présidents ont les pouvoirs ou devoirs qui leur sont respectivement assignés par une résolution du bureau de direction. En cas d'absence ou d'incapacité du président, le premier vice-président ou, en son absence, le deuxième vice-président, peut exercer les pouvoirs et remplir la charge du président et de plus, si un vice-président exerce ainsi les pouvoirs ou remplit la charge du président, l'absence ou l'incapacité du président sera présumée.

ARTICLE 4 - Le Trésorier

Le trésorier a la responsabilité générale des finances de l'Association. Il doit déposer tous les argents et les valeurs de l'Association aux nom et crédit de l'Association auprès de la banque qui, par résolution du bureau de direction, sera de temps à autre désignée. Il doit aussi, sur demande du bureau de direction, rendre compte de l'état financier de l'Association et de toutes ses transactions comme trésorier.

Aussitôt que possible, après la fin de l'année financière de l'Association, il doit préparer et soumettre au bureau de direction et par la suite, au Conseil d'administration, le rapport financier de l'année écoulée. Il aura la garde et la charge et sera responsable de la tenue des livres de comptabilité exigés par les lois régissant l'Association. Il doit remplir toute autre tâche pertinente à ses fonctions ou exigée de lui par le bureau de direction.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire

Le secrétaire doit voir à la préparation et à la remise de tout avis devant émaner de l'Association, et il doit conserver les procès-verbaux de toutes assemblées ou réunions des membres, du Conseil d'administration et du bureau de direction, dans le ou les livres qui sont tenus à cet effet. Il doit conserver sous bonne garde le sceau corporatif de l'Association. Il a aussi la garde des archives de l'Association, y compris le fichier

contenant les noms et adresses des membres, et aussi les copies de tous rapports émanant de l'Association et tout autre livre et papier que le bureau de direction ou le Conseil d'administration lui ordonnera.

Il est responsable de la tenue et de la conservation de tout livre, rapport et certificat dont la Loi requiert la tenue ou la conservation par l'Association et il remplit aussi toute autre tâche pertinente à ses fonctions ou à lui imposée par le bureau de direction ou le Conseil d'administration.

ARTICLE 6 - Le Directeur général

Le Conseil d'administration peut, de temps à autre, nommer un directeur général de l'Association. Il agit sous la responsabilité du président mais son engagement, sa retraite ou son renvoi relève du Conseil d'administration.

Le directeur général est responsable du fonctionnement général de l'Association et de toutes ses activités. Il doit gérer les affaires de l'Association et exercer les pouvoirs à lui conférés de temps à autre, par résolution du bureau de direction ou du Conseil d'administration. Cette autorité peut être générale ou spécifique.

Avec le président et un administrateur délégué par le Conseil d'administration, il voit à l'engagement, la retraite ou le renvoi de tous membres du personnel de l'Association. Avec le président, il a autorité sur tout membre du personnel de l'Association, quant à l'exécution des tâches et le respect des responsabilités qui leur sont confiées.

Il applique les politiques générales adoptées par le Conseil d'administration et il voit à ce que les activités quotidiennes de l'Association soient conformes aux politiques établies par le Conseil d'administration.

Règlement numéro cinq Année financière

ARTICLE 1 - Année financière

L'année financière de l'Association se termine le 31 mai de chaque année.

ARTICLE 2 - Comptabilité

Les livres de comptabilité nécessaires doivent être tenus relativement à toutes les sommes d'argent reçues ou dépensées par l'Association ainsi qu'à ses matières relativement auxquelles ces dépenses et recettes ont lieu.

Les livres de comptabilité de l'Association sont conservés au siège social et ils doivent en tout temps être disponibles pour inspection par tout administrateur.

ARTICLE 3 - Vérification

La nomination, les droits et devoirs des vérificateurs de l'Association sont déterminés par les lois régissant l'Association. Au moins une fois par année financière, la comptabilité de l'Association doit être examinée et l'état des revenus et dépenses ainsi que le bilan de l'Association doivent être certifiés par les vérificateurs.

Règlement numéro six Contrats, chèques et comptes de banque

ARTICLE 1 - Contrats

Tout acte, document, transfert, contrat, engagement, entente ou autre chose liant l'Association peut être signé par le président et le secrétaire de l'Association, ou selon les méthodes déterminées par une résolution des administrateurs.

Sauf ce qui est dit ci-dessus ou ce qui est autrement prévu par les règlements de l'Association, aucun administrateur, officier, agent ou employé n'a de pouvoir ou d'autorité pour lier l'Association par contrat ou pour autrement, l'obliger ou engager son crédit.

Il est du devoir d'un administrateur de l'Association qui est, d'une façon ou d'une autre, directement ou indirectement, intéressé dans un contrat ou un projet de contrat proposé à l'Association, de déclarer cet intérêt à une réunion du Conseil d'administration et, sauf quand les lois régissant l'Association le permettent, il doit s'abstenir de voter relativement à ce contrat ou ce projet de contrat dans lequel il est ainsi intéressé.

ARTICLE 2 - Chèques

Tout chèque, lettre de change ou autre ordre de paiement d'argent, ou billet ou titre de créance, émis, accepté ou endossé, du chef de l'Association, devra être signé par deux des personnes suivantes: le président, le trésorier, le secrétaire et le directeur général, ou suivant la méthode qui est, de temps à autre, déterminée par résolution du Conseil d'administration.

Deux des personnes nommées au paragraphe précédent peuvent endosser les billets pour encaissement pour le compte de l'Association, à sa banque, endosser les chèques et billets pour dépôt ou les marquer à cette fin à l'aide des tampons de caoutchouc appropriés. Ces mêmes personnes peuvent aussi arranger, mettre en ordre, avancer et certifier tous les livres de comptabilité relatifs aux transactions bancaires de l'Association et ils reçoivent les chèques payés et les bordereaux de même qu'ils signent toute formule ou document de banque.

Règlement numéro sept Adoption, abrogation et amendement des règlements

Le Conseil d'administration de l'Association peut, de temps à autre, adopter ou promulguer de nouveaux règlements, non contraires aux lois ou aux lettres patentes de l'Association. Il peut abroger, amender ou remettre en vigueur d'autres règlements de l'Association. Cependant, ces nouveaux règlements, amendements, abrogations ou réadoption, doivent, à moins qu'ils n'aient été, pendant ce temps, sanctionnés à une assemblée générale spéciale des membres dûment convoquée à cette fin, n'avoir d'effet que jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des membres, et à défaut d'y être sanctionnée, ils cessent d'être en force à partir de ce moment.

Règlement numéro huit Indemnisation des administrateurs et officiers

Tout administrateur ou officier de l'Association, ses héritiers, exécuteurs et administrateurs doivent être indemnisés ou remboursés à même les fonds de l'Association, de tous frais, charges ou dépenses supportées par cet administrateur ou officier, dans la poursuite de toute action, recours ou procédure, dans laquelle il a été engagé relativement à un acte, une action ou une affaire exécuté ou permis par lui ou accompli dans l'exercice de ses fonctions.

Il doit aussi être indemnisé et remboursé de tout autre frais, charge ou dépense supporté par lui relativement aux affaires de l'Association et encouru dans l'exécution de ses fonctions et à la poursuite de fins dans l'intérêt de l'Association, si ces frais, charges ou dépenses ne sont pas dus à sa faute et que le Conseil d'administration accepte de l'indemniser.

Règlement numéro neuf Elections

ARTICLE 1 - Comité de mise en candidature

1. Sera formé un comité de mise en candidature de cinq (5) membres choisis de la façon suivante:
 - a) deux membres nommés par l'assemblée générale annuelle lors de la dernière assemblée;
 - b) deux membres nommés par le Conseil d'administration;
 - c) le président de l'Association.
 Ces cinq (5) membres élisent entre eux un président du comité de mise en candidature, un vice-président, un secrétaire et deux scrutateurs.

2. Aucun des membres de ce comité de mise en candidature ne peut être à la fois membre de ce comité et candidat à un poste au Conseil d'administration; advenant ce cas, il doit démissionner du comité et le Conseil doit combler la vacance.

3. Si un des membres du comité se trouve dans l'incapacité d'occuper son poste, il appartient au Conseil de combler la vacance.

4. Le président du comité est d'office président d'élection.

5. Le comité de mise en candidature a pour rôle:

- a) de faire connaître aux membres le nombre de postes qui devront être comblés lors de la formation du prochain Conseil d'administration;
- b) d'inviter les membres à poser leur candidature dans les délais prescrits;
- c) de recevoir les bulletins de candidature;
- d) de vérifier l'éligibilité des candidats;
- e) de soumettre la liste complète des candidats en vue de l'élection (s'il y a lieu).

ARTICLE 2 - Éligibilité

Tout diplômé de l'Université de Montréal, au sens du règlement de l'Association, peut se porter candidat à l'un des postes d'administrateurs.

ARTICLE 3 - Procédure et calendrier

1. Le nouveau Conseil d'administration devant entrer en fonction le 1^{er} juin de chaque année, son renouvellement doit s'effectuer selon la procédure et le calendrier suivant:

2. **«Les Diplômés» de janvier-février**
Un avis invite les diplômés à poser leur candidature à l'un des postes d'administrateurs dans le prochain Conseil d'administration.

Cette mise en candidature doit s'effectuer selon les règles à l'article 4 et doit parvenir au secrétariat de l'Association avant le 31 mars de la même année ou le jour juridique suivant à 16 heures.

Convocation de tous les membres à une assemblée générale extraordinaire en vue de procéder à l'élection.

3. **Janvier**

Première réunion du comité de mise en candidature qui procède à l'élection

décrite dans le présent règlement à l'article 1.1. ainsi qu'à l'étude de certaines candidatures qui pourront être suscitées en vue du renouvellement partiel du Conseil d'administration.

4. **Avril**

Le comité de mise en candidature: a) étudie les bulletins de candidature parvenus au secrétariat dans les délais prescrits;

b) vérifie l'éligibilité des candidats;

c) établit la liste des candidatures acceptées sans identifier celles qu'il a suscitées, s'il en est.

5. **Fin avril**

Assemblée générale extraordinaire en vue de l'élection (s'il y a lieu), le dernier mercredi d'avril.

6. **1^{er} juin**

Entrée en fonction du nouveau Conseil d'administration.

ARTICLE 4 - Mise en candidature

1. Tout candidat à un poste d'administrateur doit remplir un bulletin de présentation donnant son nom, son adresse, son numéro de téléphone, la faculté, le département ou l'école

dont il est diplômé et son année de promotion. Ce bulletin doit être signé par le candidat et contresigné par deux diplômés appuyant sa candidature. Ces derniers doivent aussi inscrire leur nom, adresse, leur faculté, département ou école dont ils sont diplômés et leur année de promotion.

2. Les bulletins de candidature doivent parvenir au secrétariat de l'Association avant le 31 mars à 16 heures, ou le jour juridique suivant.

3. Le comité de mise en candidature peut, s'il le juge à propos, inviter un diplômé à poser sa candidature, et dans ce dernier cas, accepter son bulletin de candidature même après le délai ci-haut.

ARTICLE 5 - Mode d'élection

S'il y a autant de candidats que de postes à combler, ils sont proclamés élus par le président d'élection.

2. S'il y a plus de candidats que de postes à combler: a) l'assemblée procède à l'élection sous la direction du président d'élection; b) chaque électeur est appelé à indiquer

sur un bulletin de vote le nom des personnes qu'il désire élire au conseil, jusqu'à concurrence du nombre de postes à combler. Les bulletins sont compilés par les scrutateurs qui font rapport du résultat à l'assemblée. Les candidats qui ont recueilli le plus de voix sont déclarés élus au Conseil.

Les présents règlements généraux ont été adoptés lors de la réunion du Conseil d'administration de l'Association tenue le vendredi 12 juin 1981 et par l'assemblée générale des membres, tenue le mercredi 28 octobre 1981.

À Montréal, ce vingt-huitième jour d'octobre 1981.



**Celle
qui se prend
en douceur.**



RÉGENT GAGNON

Vice-Président Exécutif

ALKEBEC INC.

1210 ouest, rue Sherbrooke, # 200
Montréal, Québec H3A 1H6

tél. (514) 288-6194

MacGILLIVRAY & BRUNEAU
Comptables Agréés — Chartered Accountants
1155 Dorchester ouest
Montréal, P.Q. H3B 3T9
(514) 871-8630

National

MacGILLIVRAY & CIE

Bureaux dans les principales villes au Canada
et partout dans le monde

chez VITO

*Cuisine Italienne
authentique*

*La meilleure cave
à Montréal*

**ATMOSPHÈRE, TRADITION
EXCELLENCE**

735-36-23

5412 Côte des Neiges
20 ans au service des universitaires

TÉL: 277-73-80

Restaurant L'Auvergnat

PAUL THIBAUD, prop.

1231 AV. LAJOIE
OUTREMONT, QUÉ.

CONDOMINIUMS LES MANSARDES DU NORD STE-AGATHE

DE \$27,400.⁰⁰ À \$53,500.⁰⁰

- 1-2-3 chambres
- Briques et blocs de béton
- Foyer, piscine
- Près pistes de ski
- 15% (2 ans)
- Près sports nautiques
- Entrée individuelle
- Occupation immédiate

Ne cherchez plus le site idéal, venez aux MANSARDES DU NORD
pour la qualité, les prix de rêve, la nature, les sports, etc...

Un bon placement, meilleur qu'un abri fiscal,
tout en profitant de la vie, c'est ici.

74, rue Desjardins
Sortie 86, autoroute

Sans frais 1-800-567-6703
ou (819) 326-1565

À une heure de Montréal



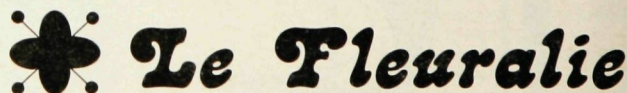
**imprimerie
gagnée
Itée**

80, Saint-Martin
Louisville, P.Q.
Tél: 1-800-567-2154

«LES SPÉCIALISTES DU LIVRE»

OUVERTURE: DÉCEMBRE '81

(514) 323-7222



Salon de quilles (4 allées)
BUREAU DE LOCATION
TOUS LES JOURS: 1h à 5h

- Suites luxueuses (1½, 2½ et 3½)
- Hébergement et pension (3 repas)
 - Soins infirmiers (24 heures)
 - Service de sécurité (24 heures)
 - Dépanneur, nettoyeur
- Entretien ménager (draps & serviettes)
 - Intercoms cloches d'urgence

opération

Dernière activité
du programme
d'automne le
Phonothon 81
constituera
l'opération ratissage
destinée à atteindre
l'objectif de 2,5
millions fixé à la
famille universitaire.

Première initiative
du genre, chez nous,
cette vaste opération
téléphonique
mobilisera quelques
centaines de
diplômés qui voudront
consacrer une soirée
au service de
leur Alma mater.

Le lundi soir 23 novembre prochain
des milliers de diplômés, dont vous
serez peut-être, recevront un appel
téléphonique les invitant à souscrire à
la **Campagne des années 80**

PHONOTHON 81

Nous comptons bien que les
"appelés" répondront avec courtoisie
et générosité aux "appelants", durant
la soirée du lundi 23 novembre.
Déjà nous pouvons compter sur des
collaborateurs de choix pour
participer à cette soirée.
Ceux et celles qui ont le goût de la
nouauté, le sens de l'équipe et qui
croient en l'Université sont invités à
nous prêter leur concours.

Prière
de communiquer
avec le Fonds
de développement
(343-68-12).
Nous vous
accueillerons
avec joie.
Joignez-vous
à l'"Opération
coup de fil" le
Phonothon 81.

coup de fil

QUAND VIENT LE TEMPS DU RÈGLEMENT ET DE L'ADMINISTRATION D'UNE SUCCESSION...



**...consultez d'abord le Trust Général.
Vous y serez bien renseigné(e),
sans aucun engagement de votre part.
Le Trust Général vous offre:**

- des consultations gratuites
- le recul et l'objectivité d'une institution établie depuis longtemps
- au besoin, les avances de fonds nécessaires dans l'immédiat
- le moyen le plus simple d'y voir clair dans une situation complexe
- un regroupement d'experts de plusieurs domaines, y compris la fiscalité.

Téléphonez-nous et demandez notre directeur-gérant.

 **TRUST GÉNÉRAL
DU CANADA**

Sept-Îles 968-1830 • Chicoutimi 549-6490 • Rimouski 724-4106 •
Québec 688-0630 • Lévis 833-4450 • Trois-Rivières 379-7230 •
Montréal 866-9641 • Outremont 739-3265 • Hull 771-3227 •
Filiale à Sherbrooke; Sherbrooke Trust 563-4011